

FONDATION  
JEAN BOETS  
ASBL

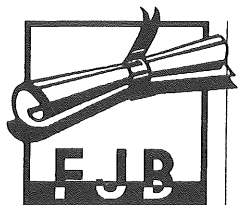
Thème

**L'Enseignement secondaire  
face aux nouveaux défis  
de la société**

En présence de  
**M. le Ministre Pierre HAZETTE**  
et de  
**M. le Député permanent André GILLES**

Editeur responsable :  
Philibert CAYET,  
Président de la  
Fondation Jean BOETS

Rue de Montegnée, 144  
4101 JEMEPPE  
Tél. : 04/233 87 61



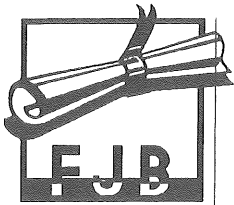
## SOMMAIRE

Panel de Midi n° 23

### *L'enseignement secondaire face aux nouveaux défis de la société*

Le thème .....	3
Les exposés .....	14
Les débats .....	43
La liste des participants .....	68





# FONDATION JEAN BOETS

**PANEL DE MIDI N°23**  
du Vendredi 24 janvier 2003

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE  
Rue de Huy, 123  
4300 WAREMME

## **L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE LA SOCIÉTÉ**

En présence de M. le Ministre Pierre HAZETTE  
et de M. le Député permanent André GILLES

### **ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL**

Par sa grande qualification professionnelle et par sa remarquable productivité, la main-d'œuvre de notre pays constitue une richesse inégalable qu'il importe de sauvegarder.

Or, au moment où nous connaissons une importante évolution des métiers, nous accusons, suivant les secteurs et les régions, une pénurie plus ou

moins grave d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de gradués et d'ingénieurs hautement qualifiés.

Dans le même temps, de nombreux jeunes, de nombreux parents, méconnaissent encore trop souvent maintes filières valorisantes, pourtant dispensées au sein d'un enseignement de qualité, qu'il soit général, technique ou professionnel.

## **LA FONDATION JEAN BOETS**

Dès 1991, ce constat inquiétant a motivé la FONDATION JEAN BOETS à lancer une vaste campagne de PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Inter-réseaux, apolitique et respectueuse de toutes les formes d'enseignement, la FONDATION JEAN BOETS s'est constituée en tant qu'association sans but lucratif, dont l'action s'étend sur le territoire de la PROVINCE de LIEGE.

Animée par divers responsables, diplômés et sympathisants de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, la FONDATION JEAN BOETS doit son nom à ce grand Directeur général de l'ENSEIGNEMENT de la PROVINCE de LIEGE qui, vingt ans après sa retraite, continuait à défendre un enseignement qu'il avait toujours servi avec autorité et compétence.

## **LES PANELS DE MIDI**

Les PANELS organisés par la FONDATION JEAN BOETS regroupent

généralement des personnalités des milieux politiques, socio-économiques et enseignants.

Ces panels instaurent un dialogue permanent à propos de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE et sont devenus des lieux d'étude et de réflexion.

Chaque PANEL permet de constituer un dossier de suivi, comportant une note de synthèse des échanges de vues et des documents utiles destinés à servir la PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

**LE PANEL DE MIDI N° 23 DU VENDREDI 24 JANVIER 2003  
“L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS  
DE LA SOCIÉTÉ”**

*Dans une société en transformation rapide, n'est-il pas urgent de réaffirmer avec force et conviction la place que peut et doit occuper l'enseignement, notamment secondaire, dans toutes ses dimensions éducatives, pédagogiques et formatives, en repensant et en actualisant sa fonction et ses missions.*

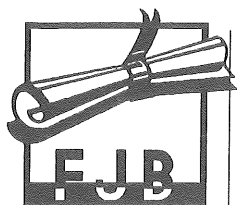
*Dans cette perspective de changement permanent, auquel les techniques et les technologies ne sont bien sûr pas étrangères, ce panel d'intérêt général a aussi évoqué les rôles respectifs que sont appelés à jouer les différents types d'enseignement - général, technique et professionnel - suivant une répartition et une complémentarité équilibrées.*

*Présenté et animé par M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège et Vice-Président de la Fondation Jean Boets, le panel a débuté par les allocutions d'accueil et les exposés*

*introductifs de :*

- *M. Francis SAUVAGE, Directeur de l'Institut Provincial d'Enseignement Supérieur de Hesbaye ;*
- *M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets ;*
- *M. André GILLES, Député permanent en charge de l'Enseignement, de la Formation, de l'Informatisation et des Centres P.M.S. ;*
- *M. Pierre HAZETTE, Ministre de l'Enseignement secondaire.*

*Réalisé avec le précieux soutien du Comité Provincial de Liège pour la Promotion du Travail, le panel a alors laissé une large part aux réactions et questions-réponses, de façon à permettre aux participants d'exprimer leurs avis, échanger leurs points de vue et expériences.*



## PANEL DE MIDI N° 23

### La FONDATION JEAN BOETS

est heureuse de vous accueillir  
ce vendredi 24 janvier 2003

à l'INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

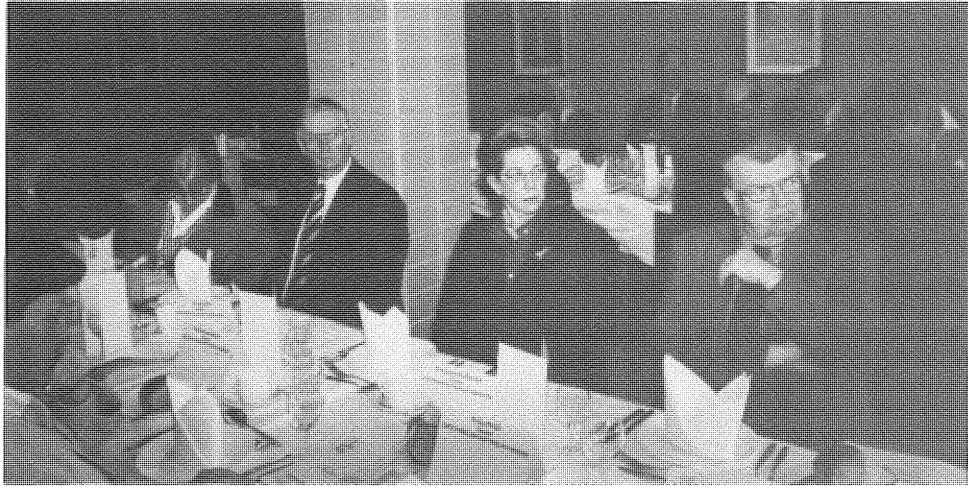


*Vue générale des participants*





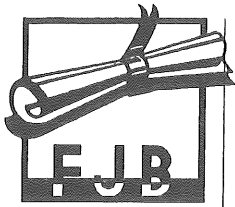
*Vues générales des participants*



*Vues générales des participants*



*Vue générale des participants*

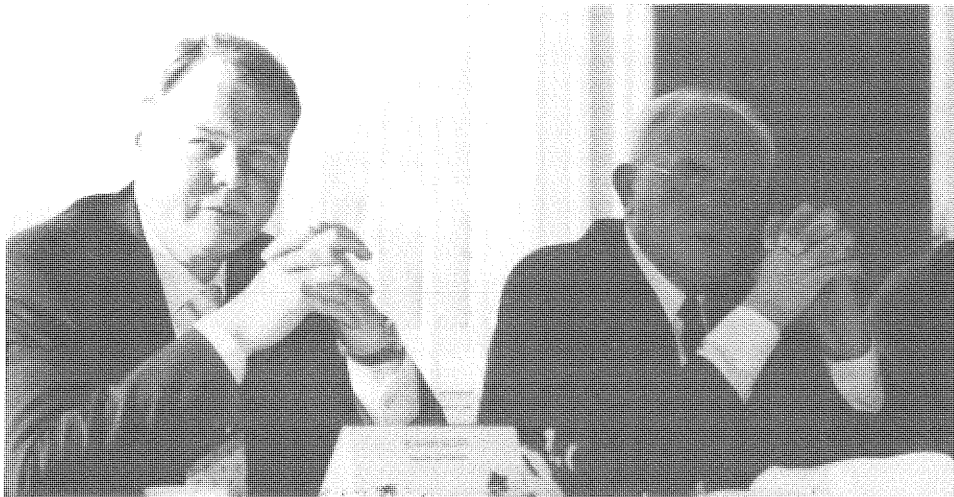


FONDATION JEAN BOETS

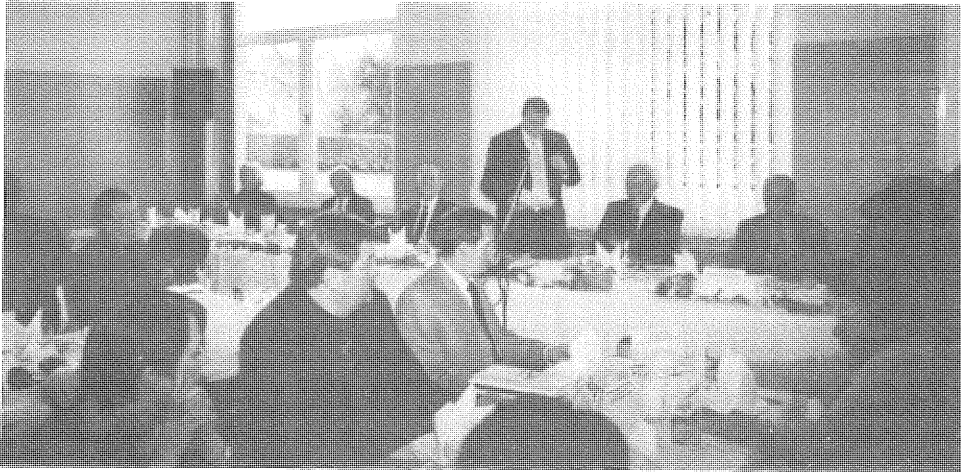
PANEL DE MIDI N°23  
du Vendredi 24 janvier 2003

**L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE  
FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE LA SOCIÉTÉ**

avec le soutien du COMITÉ PROVINCIAL DE LIÈGE  
POUR LA PROMOTION DU TRAVAIL



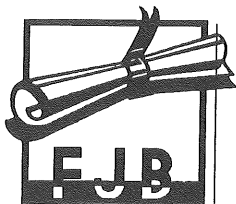
*M. le Député permanent André Gilles et M. le Ministre Pierre Hazette*



*De gauche à droite : Mme Micheline Toussaint, Echevine de l'Instruction publique de la Ville de Huy, M. Francis Tihon, Echevin de l'Instruction publique de la Ville de Waremme, M. Philibert Cayet, Président de la Fondation Jean Boets, M. le Député permanent André Gilles, M. le Ministre Pierre Hazette, M. Ivan Fagnant, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets.*



*Aux côtés de M. Ivan Fagnant, de g. à dr. : M. le Député-Premier Echevin Robert Meureau, M. Francis Sauvage, Directeur de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye, M. Jean Loosveldt, Directeur général adjoint de l'Enseignement de la Province de Liège*



**FONDATION JEAN BOETS**

**PANEL DE MIDI N° 23**  
du Vendredi 24 janvier 2003

**L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE  
FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE LA SOCIÉTÉ**

**COMPTE RENDU**

Rapporteur : M. Pierre MARLY, Animateur à la Fondation Jean BOETS

## LES EXPOSÉS

### Allocution de bienvenue de M. Francis SAUVAGE, Directeur de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Député permanent,  
Monsieur le Député-Echevin,  
Madame l'Echevine, Monsieur l'Echevin,  
Messieurs les Directeurs généraux,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,  
Chers Collègues,



Je veux vous souhaiter la bienvenue à l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye. Notre école, dans sa structure actuelle, existe depuis sept ans ; issue de la fusion entre l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Waremme et le Lycée de la Communauté Française de Crisnée, elle comprend aujourd'hui trois implantations.

A Crisnée se côtoient des sections économique, artistique et de menuiserie. Waremme 1, où nous nous trouvons, est à la fois un centre de transition et de mécanique ; c'est une école où l'on se forme pour poursuivre favorablement des études supérieures.

C'est également ici que se trouve notre section bien connue de Sports-Etudes-Football. Bien connue disais-je, car nos élèves viennent tout récemment de gagner le Challenge Sljivo, qui est le plus grand tournoi de football en salle de Belgique. Mercredi dernier, ils remportaient également la finale du championnat francophone ISF, regroupant tous les réseaux, sur le

score sans appel de 8 à 0.

Enfin, notre centre des métiers de bouche, situé à Waremmes 2, est sans doute la partie la plus renommée de notre établissement. Un de nos étudiants ne vient-il pas d'être sélectionné parmi les trois finalistes du concours du meilleur ouvrier de Belgique, dans la catégorie Boulangerie-Pâtisserie ? Tout au long de ce dîner, vous ne manquerez pas d'apprécier directement le savoir-faire de nos élèves, issus de cette implantation.

Je termine là cette brève présentation de l'établissement, non sans avoir remercié la Fondation Jean Boets et son Président Philibert Cayet, de nous avoir fait l'honneur d'organiser ce panel de midi à l'IPES de Hesbaye. Sans plus attendre, je passe la parole à Monsieur le Député permanent André Gilles.



**Allocution d'ouverture de Monsieur André GILLES, Député permanent en charge de l'Enseignement, de la Formation, de l'Informatisation et des Centres P.M.S.**

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Député-Echevin,  
Madame l'Echevine, Monsieur l'Echevin,  
Mesdames,  
Mesdemoiselles,  
Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui à l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye pour ce 23<sup>ème</sup> Panel de Midi de la Fondation Jean Boets, sur le thème " L'enseignement secondaire face aux nouveaux défis de la société ".



Je tiens à remercier tout d'abord Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire, pour l'honneur qu'il nous fait en étant présent aujourd'hui et pas simplement pour une simple visite de courtoisie, mais présent de manière active - nous vous entendrons tout à l'heure, Monsieur le Ministre, puisque vous avez souhaité vous exprimer en clôture de nos exposés introductifs. Je me permets aussi de relever la cordialité de cette rencontre, puisque ce n'est pas d'aujourd'hui que nos contacts se sont noués. De nombreuses fois, nous avons eu l'occasion de travailler à notre cause commune et ce, avant même que nous n'occupions les fonctions qui sont les nôtres aujourd'hui. Mes remerciements vont également à Monsieur Ivan Fagnant, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège et Vice-Président de la Fondation Jean Boets, qui animera ce panel tout au long de l'après-midi.

D'ores et déjà, je remercie également les nombreuses personnes qui ont répondu présent à l'invitation et avec qui, tout à l'heure, autour d'un buffet convivial, nous échangerons des avis et partagerons des expériences concernant le thème qui nous occupe.

*“ Dans une société en transformation rapide, il est urgent de réaffirmer avec force et conviction la place centrale que doit occuper l'enseignement, notamment secondaire, dans toutes ses dimensions éducatives, pédagogiques et formatives, en repensant et en actualisant sa fonction et ses missions. ”* Voilà ce que nous dit en substance le communiqué relatif au panel de ce jour sur l'enseignement secondaire face aux nouveaux défis de la société ; celui-ci devrait éclairer les esprits de chacun en apportant tantôt un complément d'information, tantôt une approche nouvelle du sujet.

Pour ma part, j'aimerais vous entretenir de quelques réflexions, mais également de quelques questions qui, je l'espère, trouveront des éclaircissements tout au long de notre discussion.

Dans les années 60, un travail important a été accompli, afin de permettre à tous d'accéder à l'école. Aujourd'hui, le temps est venu de permettre à tous les jeunes d'accéder à la réussite, à la mesure de leurs choix et de leurs ambitions.

Le monde dans lequel vivent les jeunes d'aujourd'hui est assez éloigné de celui de leurs parents ou grands-parents. Les choses changent, la société évolue. Des attentes nouvelles se manifestent. Il faut adapter l'école de manière à mieux répondre aux besoins de nos jeunes et favoriser leur réussite.

Quels sont ces défis du XXI<sup>ème</sup> siècle auxquels nous devons faire face ? Et comment l'enseignement secondaire à vocation technique et professionnelle s'adapte-il pour y faire face ?

Le phénomène de MONDIALISATION est à prendre en compte car il a eu de nombreux effets auprès des jeunes :

- on a vu s'accroître le malaise des jeunes, des jeunes qui ne croient plus en la société, des jeunes qui n'espèrent plus rien de leur avenir et se réfugient parfois dans la violence ;
- des changements nombreux et rapides sur les marchés du travail, qui sont liés à l'accélération des échanges économiques et s'expliquent notamment par l'utilisation de plus en plus importante des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces éléments ont comme conséquence de rendre rapidement obsolètes les notions enseignées dans les écoles.

Ces tendances générales doivent être prises en compte en adaptant l'enseignement qui est dispensé aux jeunes. Comment ?

Premièrement : l'école doit transmettre des valeurs universelles.

L'école doit transmettre des valeurs universelles aux jeunes, telles que la

tolérance, le respect des autres et de l'environnement. Elle doit également leur apprendre à travailler en équipe, à être à l'écoute de l'autre. Enfin, l'école doit les aider à comprendre leur milieu économique, social et politique.

Par rapport à ces diverses pistes, je pense que nous pouvons dire que l'Enseignement de la Province de Liège œuvre dans ce sens et que les multiples projets qui sont mis en place au sein des établissements en sont la preuve concrète.

Le projet éducatif de l'Enseignement de la Province de Liège est d'ailleurs clair à ce sujet : "L'Enseignement de la Province de Liège est un enseignement DEMOCRATIQUE et HUMANISTE qui place au centre de ses préoccupations l'EPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE HUMAINE, au sein d'une SOCIETE PLUS JUSTE et plus solidaire.

Des actions spécifiques aux établissements sont organisées :

- en matière d'environnement ;
- en vue de développer l'esprit d'équipe, l'écoute de l'autre, le respect de l'autre ;
- en matière de prévention de la violence ;
- en matière de tolérance, de civisme, d'éducation à la citoyenneté ;
- ou encore, en matière de compréhension du monde économique.

L'apprentissage de ces valeurs universelles doit permettre aux jeunes de vivre ensemble dans une société démocratique.

Il est important de souligner qu'un nombre important de projets illustrent cette volonté internationale d'intégrer les valeurs universelles dans les programmes d'études.

En 1996, Jacques Delors, Président de la Commission internationale de l'UNESCO, soulignait l'importance de "concevoir une éducation qui

permette d'éviter les conflits ou de les résoudre de manière pacifique, en développant la connaissance des autres, de leur culture et de leur spiritualité ”.

Il est donc important de rappeler :

- l'importance d'enseigner les droits de l'homme, les droits civiques, en rendant compréhensibles les concepts d'altérité, universalité et démocratie, afin que chacun puisse connaître ses droits, ses devoirs et ses responsabilités dans une société multiculturelle ;
- l'importance de prévenir la violence, dont la montée est liée aux difficultés que les jeunes rencontrent pour prévoir leur avenir, dans un monde où leur intégration professionnelle et sociale est remise en question.

Concernant ce point, je prendrai un exemple qui nous touche tous, de près ou de loin : les menaces – qui malheureusement semblent devenir réalité – qui pèsent actuellement sur le bassin sidérurgique liégeois ne peuvent laisser indifférents les jeunes en mal de vivre. En effet, si le numéro 1 mondial de l'acier, Arcelor, se désolidarise du bassin liégeois en y gelant les investissements, c'est près de 7.000 emplois nous dit-on – travailleurs directs et sous-traitants en amont et en aval de la sidérurgie – qui sont mis en péril. Une véritable catastrophe, alors que le taux de chômage dépasse déjà les 20% dans l'arrondissement de Liège.

Comment, dans un tel contexte, arriver à motiver des jeunes qui seront demain sur le marché de l'emploi ? Comment lutter contre cette violence grandissante chez des jeunes qui ne savent pas de quoi demain sera fait ? Comment faire face au phénomène de la drogue derrière lequel se réfugient des jeunes en perte de repères ?

Questions délicates, plongeant celui qui s'y penche dans l'incertitude et l'inquiétude.

Deuxièmement : l'école doit fournir des programmes d'enseignement actualisés.

J'en viens maintenant à vous parler d'un second défi essentiel pour l'enseignement secondaire.

Il est important de tenir compte des progrès accomplis dans la connaissance, des nouveaux besoins du marché de l'emploi et du rôle prédominant joué par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Pour faire face à ces exigences, des initiatives peuvent être prises. Pour ce qui nous concerne, je pense par exemple à *la réforme de l'enseignement technique et professionnel*.

C'est en 1989 que l'on situe la genèse de cette réforme. La Table Ronde Européenne des industriels (ERT) publie un rapport expliquant que : – je cite – “ L'industrie n'a qu'une très faible influence sur les programmes enseignés ”, que les enseignants “ ont une compréhension insuffisante de l'environnement économique, des affaires et de la notion de profit ” et qu'ils “ ne comprennent pas les besoins de l'industrie ”. Pour remédier à cette situation, le puissant groupe de pression patronal suggère de “ multiplier les partenariats entre les écoles et les entreprises ” et demande aux responsables politiques “ d'associer les industriels aux discussions concernant l'éducation ”.

Trois éléments sont à mettre en avant de cette réflexion :

- L'enseignement doit prendre en compte les besoins des entreprises : favoriser l'adaptabilité de la main d'œuvre, initier le futur travailleur aux NTIC afin qu'il soit à l'aise dans le nouvel environnement technologique et qu'il soit aussi capable de se recycler par lui-même ;
- Il faut que l'école connaisse les besoins précis de l'entreprise : il convient donc d'associer les patrons à la définition des programmes ;

- Il faut améliorer la diversité et la richesse de la formation pour fournir à notre industrie toutes les compétences nécessaires. Plus question de “ couler tout le monde dans un même moule ”. Il faut encourager la diversité, pousser chacun à trouver sa voie propre et originale.

De ces constats vont naître les profils de formation mis en place par la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications (en abrégé, CCPQ), dont l'objectif est de “ revaloriser les formations techniques et professionnelles en les rendant plus opérationnelles et plus humanistes ”.

Parallèlement à cette réforme de l'enseignement technique et professionnel et ces initiatives, permettez-moi aussi d'insister sur *la formation des enseignants*.

La formation des enseignants est un enjeu majeur, elle ne doit en aucun cas être négligée.

Troisièmement : le repositionnement de l'enseignement technique et professionnel.

En guise de conclusion, il y a un troisième défi qui à mes yeux est essentiel : il s'agit du repositionnement de l'enseignement technique et professionnel. En effet celui-ci est en crise pour de multiples raisons, à savoir :

- qu'on s'y dirige après avoir tout essayé ;
- qu'on y entretient la culture du redoublement et une image plus que négative auprès des jeunes et de leurs parents qui, trop souvent, mettent les professions intellectuelles sur un piédestal...

Sur ce troisième défi, même si les mentalités changent, il y encore beaucoup à faire.

Je terminerai en vous disant que l'enseignement met tout en œuvre pour relever ces défis. Cependant nous ne pouvons faire de l'éducation la pierre angulaire de toute l'amélioration de la société et du monde. L'école peut beaucoup mais pas tout.

Rome ne s'est pas faite en un jour. C'est dans la durée que nous devons travailler. En s'appuyant sur ce qui existe et en s'ajustant quant il le faut.

Cela nécessitera une certaine dose d'humilité.

Cela nécessitera de prendre régulièrement la mesure de l'état du système, de ses faiblesses et ses réussites.

C'est à ce prix que nous y arriverons.

Les défis de la société sont un enjeu majeur auquel l'enseignement ne peut se soustraire ; les solutions ne sont pas simples. J'espère que les réflexions que suscitera ce Panel seront constructives et permettront d'aller de l'avant.

Avant de lui céder la parole, je remercie Monsieur Philibert Cayet, Président de la Fondation Jean Boets.

Je vous remercie pour votre attention et souhaite plein succès pour cette 23<sup>ème</sup> édition du Panel Jean Boets.

## Allocution d'accueil de M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Député permanent,  
Monsieur le Député-Echevin,  
Madame l'Echevine, Monsieur l'Echevin,  
Mesdames, Messieurs,  
En vos grades et qualités,

En guise d'accueil, permettez-moi de vous présenter – très rapidement – la Fondation Jean Boets dont je suis le Président. En effet, si certains d'entre vous nous connaissent bien, très bien même, d'autres au contraire nous découvrent aujourd'hui.

Dans les années 70, un climat politique très sombre, consécutif aux diverses crises pétrolières, s'accompagne d'un enlèvement progressif de l'économie mondiale.

Pour conserver, puis à nouveau conquérir des parts de marché, les restructurations, délocalisations et fusions d'entreprises, quand il ne s'agit pas de leur disparition pure et simple, entraînent d'énormes pertes d'emplois et suscitent un malaise croissant au sein de la population.

Désorientée par la crise, celle-ci perd peu à peu ses repères. Quels conseils doit-on désormais donner aux jeunes ? Quelles études entreprendre ? Vers quels métiers ?

C'est une des raisons qui expliquent que dans une société où, pourtant, " tout est





technique ", les écoles techniques et professionnelles vont progressivement se dépeupler. En effet, dans une situation dominée par l'incertitude, chacun croit devoir reculer au maximum le moment où il lui faudra faire un choix professionnel précis.

Dès 1991, ayant constaté que le chômage des jeunes persistait, alors même que les entreprises connaissent des difficultés grandissantes pour recruter du personnel qualifié, un groupe de personnes issues des milieux industriels, politiques et pédagogiques a créé une ASBL, appelée Fondation Jean Boets, avec pour mission essentielle de promouvoir l'enseignement technique.

Pour réaliser cette mission, la Fondation a organisé à ce jour 22 panels de rencontres sur divers sujets techniques : l'électronique, l'électricité, l'informatique, la mécanique, la construction... Elle s'est aussi intéressée à la santé, la violence, la sécurité et la mixité dans les écoles techniques et professionnelles.

La Fondation Jean Boets a également organisé un colloque et une journée de conférences, respectivement sur les thèmes de l'emploi et de l'orientation. C'est dans ce dernier cadre que la Fondation a eu la chance d'accueillir trois responsables de la Cité des Métiers parisienne.

L'importance du sujet n'a pas échappé à nos responsables politiques et économiques. Monsieur le Député permanent André Gilles fait d'ailleurs partie de ceux qui se sont très tôt intéressés à ce concept novateur, qui autorise une articulation emploi-formation-enseignement efficace. Plus récemment, Madame la Ministre Marie Arena, chargée de l'emploi et de la formation, a manifesté le souhait de porter le projet d'implantation, à terme, d'une première Cité des Métiers à Liège.

Enfin, la Fondation Jean Boets, c'est aussi une association qui regroupe plus de 400 membres adhérents et maintient un contact permanent avec plus de 1.500 personnalités et acteurs concernés par le devenir de l'enseignement technique. Ce faisant, elle a à ce jour distribué plus de 100.000 brochures, affichettes et documents divers, valorisant

l'enseignement technique et professionnel.

Vous trouverez, dans votre farde, la brochure de suivi de notre précédent Panel, sur le thème de la mixité dans les secteurs industriels.

Voilà donc un bref aperçu de nos activités, que la Fondation est également soucieuse de mener dans le respect de tous les réseaux et de tous les types d'enseignement. Tant il est vrai que le mieux que nous puissions souhaiter à chaque individu, à chaque personne, est de découvrir le style d'enseignement qui lui correspond le mieux.

Je vous remercie de votre attention.

**Allocution préliminaire de M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets**

Les allocutions de Monsieur le Député permanent et de Monsieur le Président étaient essentiellement centrées sur l'économie, l'emploi, l'évolution de la société, l'école technique. Avant d'écouter Monsieur le Ministre s'exprimer sur le thème du jour, je vous propose pour ma part une intervention, non pas cadrée sur l'école, mais sur l'adolescent. En effet, notre panel d'aujourd'hui est en quelque sorte plus ouvert que ceux habituellement organisés par la Fondation et portant prioritairement sur l'enseignement technique - je profite de l'occasion pour remercier les Préfètes et Préfets d'Athénées, ainsi que les Directrices et Directeurs de Collèges, qui nous ont rejoints en nombre aujourd'hui. Dès



lors, par rapport aux défis de société qui nous occupent, il n'est évidemment pas question, de notre part, d'éviter ce que j'appellerais les problèmes des jeunes en général.

Dix-huit ans.

Ils sont nombreux, assis sur les bancs de nos écoles secondaires, dans nos classes de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup>, ces jeunes qui, le 18 mai, rempliront pour la première fois leur devoir de citoyen. A cette occasion, ils vont élire leurs représentants, nos représentants, à la Chambre et au Sénat.

Si l'école secondaire, entre autres choses, a pour mission de préparer l'adolescent à s'intégrer dans la société, elle n'est pas moins perplexe devant les problèmes, ou simplement les interrogations, que cette société, notre société, ne cesse de poser. Sans être exhaustif et sans vouloir jouer aux sept péchés capitaux, je retiendrai sept figures : la violence, la drogue, l'intégration, les problèmes éthiques, les religions et les sectes, la télé réalité, l'emploi.

La violence.

Dans le Soir du 21 janvier dernier, Léopold de Callatay, Président de l'Ufapec (Union des Fédérations des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique), remarqua avec justesse que la violence à l'école dépasse en fait le cadre de l'école. S'il s'agit bien évidemment d'une réalité que rencontrent trop souvent étudiants et enseignants pour la nier, cette violence, en effet, n'est-elle pas d'abord présente en dehors de l'enceinte scolaire ? Les jeunes ne baignent-ils pas trop souvent dans des milieux qui - n'ayons pas peur de le dire - admirent parfois autant la violence qu'ils l'admettent.

Dans les stades. Monsieur Francis Sauvage vient de mettre à l'honneur ses joueurs de football ; j'espère que Monsieur Vincent Ciccarella, leur professeur, ne leur dit pas que la première chose à faire, c'est de démolir celui qui est en face. Soyez immédiatement rassurés en ce qui les concerne : il se trouve que je connais bien Monsieur Ciccarella, qui est un excellent pédagogue. Mais nous savons toutes et tous que,

malheureusement, certains "entraîneurs", parfois d'anciens joueurs réputés pour leur brutalité, n'ont rien de véritables instructeurs. Par conséquent, certains jeunes, et parfois très jeunes, apprennent avant tout à détruire l'adversaire. Sans prétendre relever tout ce que nous voyons à la télévision en la matière, revenons simplement sur ce match au sommet que fut Bruges-Anderlecht ; rarement a-t-on vu, à la télé, un tel condensé de violence gratuite. Et que dire, dès lors, des "supporters" : les hooligans et les autres.

Dans la rue. Lorsqu'on nous montre une manifestation, on nous la montre surtout sous l'angle de la violence. Lors des manifestations qui avaient lieu ces jours-ci contre la guerre annoncée en Irak, nous avons surtout vu et revu une séquence où des manifestants dissimulant leurs traits simulaient une espèce de karaté. Oui, c'est bien cela qui nous a été montré, c'est bien cela qui a été montré aux jeunes, à la télévision. Dans certains cas, les forces de l'ordre sont également mises en cause. Sans nécessairement nous montrer le jet de pavé qui a tout déclenché, on veille cependant à nous exhiber la violence gratuite d'une personne devenue comme folle, peut-être une personne sur cent au demeurant. Oui, cela aussi, nous l'avons vu dernièrement dans les médias. On sait depuis longtemps que les tabloïdes se vendent grâce au sang à la une ; quant à la télévision, retenons que Monsieur Richard Miller, Ministre en charge de l'audiovisuel, vient de se fâcher sur la RTBF en raison de certaines dérives observées.

La drogue.

Lorsqu'on est adolescent, comment ne pas être désorienté, dès lors qu'on constate la position totalement opposée de deux femmes politiques, leaders de grands partis francophones. " Vous rendez-vous compte du signal que vous donnez aux jeunes ? Vous banalisez la drogue. ", dicit Madame Joëlle Milquet du Centre Démocrate Humaniste. Réponse de l'Ecolo Evelyne Huytebroeck : " Tout de même, ce n'est pas parce que le gouvernement s'est lancé dans la libéralisation du cannabis, qu'on peut tout d'un coup affirmer qu'on ne respecte plus aucune norme. "

L'intégration.

Chaque parti politique s'efforce aujourd'hui de placer un ou plusieurs allochtones sur sa liste électorale. Si le réformateur Daniel Ducarme déclare qu'il a ouvert un débat qui favorise la conciliation et même la réconciliation, le socialiste Elio Di Rupo estime pour sa part que s'il est faux de dire que l'intégration a échoué, il serait tout aussi faux de dire qu'elle a en tous points réussi. Car il y a de grandes réussites et de terribles échecs - liés au logement, au revenu, à l'éducation. Certaines écoles, bruxelloises surtout, mais également dans les grandes villes, ne sont-elles pas devenues de véritables ghettos culturels, notamment pour les primo-arrivants qui y sont parfois regroupés ? Nous savons tous ce qu'ont engendré les HLM en France et que les voitures incendiées à Strasbourg chaque 31 décembre sont situées dans certains quartiers. Remarquons au passage que six voitures ont pareillement été incendiées à Liège cette année, ce qui pourrait signifier que ces pratiques se propagent. Au même moment, des promoteurs, mais parfois aussi, malheureusement, des responsables publics, acceptent encore que des populations soient logées dans ce qu'on qualifie de " cages à lapins ", lorsqu'on a la chance d'appartenir à un autre milieu, avec sa maison ou sa villa.

Les problèmes éthiques.

Ces dernières années, la Belgique a légiféré dans deux domaines sensibles : l'avortement et l'euthanasie. On peut même dire que nous sommes devenus un des pays les plus ouverts en ces matières. Parmi les thèmes abordés actuellement : le clonage humain et le mariage homosexuel. Pour l'instant, le clonage humain semble déboucher sur un consensus... qu'on ne rencontre déjà plus nécessairement dès qu'on parle de clonage thérapeutique. A l'Université Catholique de Louvain, l'indépendance accordée aux scientifiques par la hiérarchie religieuse sur ces sujets a parfois montré ses limites. Concernant le mariage des homosexuels, une dichotomie apparaît à nouveau entre les tenants d'une approche inspirée par l'Eglise catholique et ceux qui se réfèrent à une

logique pluraliste. Alors que Madame Milquet se demande si ce problème est vraiment fondamental, Madame Huytebroeck répond qu'il s'agit d'une question de droits et de discrimination pour 10% de la population.

Religions et sectes.

Si l'écrivain André Malraux n'a jamais écrit, du moins sous cette forme, que " le XXI<sup>ème</sup> siècle sera religieux ou ne sera pas ", il est vrai que la résurgence des religions et du phénomène religieux, observée au cours des dernières années du XX<sup>ème</sup> siècle, a provoqué un certain nombre de soubresauts dans notre société. Qu'un sociologue comme Gilles Kepel, dès 1991, intitule un de ses livres " La revanche de Dieu : chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde ", en dit long sur l'ampleur du phénomène et la nature des problèmes qui nous attendent. Le retour de l'Ayatollah Khomeyni en Iran, la chute du Mur de Berlin et surtout la disparition du système communiste constituent une suite d'événements qui a notamment permis à de nombreuses républiques anciennement soviétiques mais de confession musulmane, de remettre en tête des priorités, précisément, leur appartenance à l'Islam. Chez nous, si les religions traditionnelles - catholique et protestante - sont en perte de vitesse, on constate par contre, outre l'apparition de religions ou philosophies asiatiques comme le Bouddhisme, un développement de l'Islam, mais aussi et surtout une expansion alarmante des sectes. Sans minimiser le danger que représentent certaines sectes dans les écoles - c'est le cas de la scientologie, les raelliens étant davantage occupés à séduire des gens fortunés - c'est surtout l'évolution de mouvements intégristes au sein de l'Islam qui interpelle en ce moment même le monde de l'enseignement. On reparle beaucoup du port du foulard et on a dernièrement signalé les atteintes portées à l'intégrité d'un professeur de confession juive. Est-il besoin, en effet, de rappeler que cet intégrisme se nourrit en partie de l'enlisement du conflit israélo-palestinien ?

La télé réalité.

Par manque de temps, je ne ferai que la citer brièvement. Et pourtant,

quelle influence ont sur nos adolescents toutes ces émissions ! Citons pêle-mêle Star Academy, Loft Story, De Pfaff's, L'île de la tentation... Il y en a bien d'autres ; sans les connaître toutes, nous avons tous, bien évidemment, au moins entendu parler de nombre d'entre elles. Concernant ce phénomène, j'ai parfois lu avec attention les écrits du sociologue belge Claude Javeau et d'autres chercheurs. Vous me permettrez de résumer mon propos en une interpellation : est-ce bien cela l'idéal que nous voulons offrir à nos adolescents ?

L'emploi, 7<sup>ème</sup> figure.

Les étudiants qui fréquentent notre enseignement secondaire trouveront-ils un emploi au sortir de l'école ? La question concerne au premier chef les étudiants fréquentant l'enseignement professionnel et technique, puisque, s'il leur est loisible de poursuivre des études supérieures, ils ont aussi, a priori, l'opportunité de se préparer directement à un emploi. Cette perspective d'emploi direct au sortir de l'école est-elle encore ouverte ? Il y a trois ans, si le plein emploi n'était certes pas garanti, la croissance et l'embellie économique étaient cependant à l'ordre du jour et le chômage diminuait de façon significative. Aujourd'hui, il faut bien constater que le XXI<sup>ème</sup> siècle a démarré sur une " annus horribilis ", pour reprendre un terme d'Elizabeth II. Depuis 2001, le nombre de chômeurs a progressé de 10,1% en Belgique et, selon les régions, de 8,2% en région wallonne, de 15,5% en Flandre et de 8,7% à Bruxelles. Toutefois, si nous examinons le taux global du chômage, il est de 7,6% en Flandre, de 16,7% en Wallonie, de 20,3% à Bruxelles. Plus préoccupant encore, 70.300 jeunes de moins de 25 ans recherchent un emploi, soit 15,7% de plus qu'en 2001. Et tout cela se déroule dans un contexte de fermetures et de restructurations annoncées, comme c'est le cas, par exemple, à Awans, Verviers, Welkenraedt... Et aujourd'hui, comme le relevait Monsieur le Député permanent André Gilles, la confirmation de la perte de quelques 7.000 emplois en région liégeoise risque de tomber dans un avenir proche. Pouvons-nous ne pas réagir ? Pouvons-nous ne pas nous mettre à la place des parents et des jeunes ?

Ces questions parmi d'autres, nos enseignants sont amenés à se les poser. Ce sont bien souvent des questions pour lesquelles ils n'ont guère été préparés. Durant leurs études, ils n'ont effectivement pas reçu de formation qui les aide véritablement, si pas à trouver, au moins à chercher des réponses sur ces questions. Le métier d'enseignant du secondaire est un métier difficile et les adolescents sont de plus en plus exigeants. L'école peut-elle, seule, rencontrer les exigences des jeunes et les demandes de la société ? Encore faudrait-il préciser plus avant quelles sont ces exigences et quelles sont ces demandes, tant elles sont nombreuses, variées et parfois contradictoires. En ce qui concerne cette liaison enseignement-emploi que je viens d'évoquer, je citerai in fine une interview toute récente de Luc Vansteenkiste, le Président de la FEB : " Je pense que nous devons développer des industries beaucoup plus innovantes : des industries de cerveaux et non des industries de mains d'œuvre." N'y a t-il pas là, Mesdames, Messieurs, de plus beau défi pour l'école ? Je vous remercie.

Nous allons maintenant avoir l'occasion d'entendre et d'apprécier l'intervention de Monsieur le Ministre Pierre Hazette. Je ne vous ferai évidemment pas l'injure de vous le présenter, surtout à Waremmé. Je rappellerai simplement qu'il est licencié en philologie classique de l'Université de Liège, diplômé en 1961 – grande année, pourrait-on dire, puisque Monsieur le Gouverneur Paul Bolland était votre condisciple. Monsieur Hazette a ensuite eu une longue carrière d'enseignant, en tant que professeur de latin et de grec – Monsieur le Député-Echevin Robert Meureau me rappelait justement que Monsieur le Député-Bourgmestre Jacques Chabot et lui-même vous avaient bien connu comme professeur de latin. Homme d'enseignement, Pierre Hazette a aussi été Chef de Cabinet du Ministre de l'Enseignement Michel Tromont ; c'est de cette époque, bien entendu, que nous connaissons Monsieur Hazette comme un des grands spécialistes de l'enseignement secondaire. Monsieur le Ministre, vous avez la parole.



## **Allocution introductive de M. Pierre HAZETTE, Ministre de l'Enseignement secondaire**

Monsieur le Député permanent, Mon Cher André,  
Monsieur le Député-Echevin, Mon Cher Robert,  
Madame l'Echevine, Monsieur l'Echevin,  
Messieurs les Directeurs généraux, honoraire et effectifs,  
Monsieur le Directeur de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye,  
Mesdames et Messieurs les Préfets,  
Mesdames et Messieurs les Directeurs,  
Chers confrères, Chers amis,

Pourrais-je vous dire tout le plaisir que j'ai à me trouver à Waremme et à y être invité par la Fondation Jean Boets, car, Monsieur le Président, vous avez l'avantage de présider une fondation qui a pour patronyme un grand nom de la réflexion et de l'action dans le domaine de l'enseignement. Je suis heureux qu'en province de Liège, ait été créée une Fondation Jean Boets. Ayant connu Monsieur Boets, je peux témoigner qu'il fut bien, simultanément, un homme de réflexion et d'action - ce qui n'est pas toujours facile à concilier.

Vous m'avez invité aujourd'hui pour vous parler de "l'enseignement secondaire face aux nouveaux défis de la société". Je ne prétendrai pas le faire avec le ton, l'accent, ni les mots du spécialiste, car les spécialistes, c'est vous, Mesdames et Messieurs, qui m'écoutez. Nous allons donc essayer ensemble, si vous le voulez bien, d'intégrer notre réflexion dans le moment présent.

Ce moment présent est particulièrement interpellant.

Si l'on en juge aux informations qui nous parviennent, nous sommes, à n'en point douter, à l'aube d'un conflit international important. Dans le cadre de

ce conflit annoncé, qui risque de modifier nos conditions mêmes d'existence, nous serons, cela me paraît aussi incontestable, dans un camp qui n'est pas nécessairement celui des Américains, ni celui de certains voisins très proches de l'Union européenne. En d'autres termes et pour être plus précis, si la menace que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne font peser sur l'Irak se concrétise sans que le Conseil de sécurité des Nations Unies ait été amené à mandater ces pays, si cela se produit, nous serons alors dans une situation divergente par rapport aux Etats-Unis et leurs alliés.



Quand je dis " nous ", vous savez qu'il ne s'agit pas seulement de la seule Belgique, car, dans ce contexte, nous sommes en convergence parfaite avec l'Allemagne et la France. Mais nous sommes aussi en divergence avec l'Angleterre et l'Italie, peut-être l'Espagne, et nous savons que ces dissensions ne sont pas bonnes pour l'Europe. Mais, si je vous en parle ainsi, si je vous en parle maintenant, c'est parce qu'il va falloir expliquer dans nos classes ce que sont l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité, pour éclairer la situation et notre position.

Monsieur Fagnant évoquait tout à l'heure, fort justement, les questions qui allaient se poser à nos jeunes de 18 ans, qui vont se présenter pour la première fois à leur bureau de vote. Et bien sûr, au-delà de ces jeunes qui atteindront leur majorité cette année, ils sont nombreux à avoir aujourd'hui moins de 25 ans et à être sans doute désemparés. Que savent-ils des enjeux que recouvre cette situation internationale ?

Si nous nous remémorons les conséquences qu'a signifiées la fin de la Société des Nations, après qu'elle fut créée pour pacifier le monde au terme

de la première grande guerre, nous ne pouvons qu'être interpellés. Lorsque la Société des Nations eut à connaître l'excès de puissance de l'Allemagne, elle n'a pas résisté et la guerre s'en est suivie.

Née en 1945, l'Organisation des Nations Unies a été créée pour donner au monde une instance juridique internationale capable d'apprécier les contentieux internationaux et capable, par la suite, de mettre en œuvre des politiques susceptibles de prévenir ces conflits. Si un pays néglige ou transgresse les directives des Nations Unies, il rentre dans l'illégalité. Nous l'avons vu en 1991, lorsque l'Irak a envahi le Koweït ; le Conseil de sécurité a alors condamné l'Irak et une coalition internationale mandatée l'a fait capituler.

L'événement semble se reproduire au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, mais la donne a changé. En effet, si le Conseil de sécurité ne constate pas qu'il y a viol des dispositions internationales et des directives des Nations Unies en Irak, de quel droit les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peuvent-ils tout à coup se présenter comme gendarmes du monde, sans aucun mandat ?

Nous sommes là devant un conflit qui, s'il a lieu, va conduire très loin la réflexion, non sans éveiller de vives inquiétudes. Nos écoles sont fréquentées par des populations d'origine arabe et il nous faudra expliquer la position de la Belgique et la faire comprendre clairement. Je crois sincèrement qu'il en va de notre intérêt. Aussi, je souhaite que vous demandiez, dans vos écoles, qu'une information soit donnée pour bien expliquer la politique menée par la Belgique. Au besoin, vous trouverez sur les sites du Conseil de sécurité et de l'ONU des informations utiles.

Je me souviens d'un temps, précisément durant la première guerre du Golfe, où les Anglais nous appelaient un « peuple de moineaux » parce que nous n'aurions pas parfaitement agi comme ils l'espéraient. Dont acte. Toujours est-il qu'en la circonstance présente, nous n'encourons plus cette appellation parce que - et notre gouvernement est unanime sur le sujet - nous sommes et resterons dans la légalité la plus stricte. Nous devons aussi faire comprendre à nos jeunes que cette légalité s'impose à tous,

même aux puissants. En la matière, les Etats-Unis auront une bien lourde responsabilité, s'ils transgressent eux-mêmes cette légalité. D'où l'importance de faire clairement comprendre le message, car il ne faut pas pour autant laisser se développer chez nous - nous n'y avons aucun avantage - des attitudes anti-américaines.

Il convient donc d'expliquer l'attitude de la Belgique dans ce contexte de guerre en particulier, appuyée qu'elle est par la France et l'Allemagne. Je souhaitais insister sur ce point avec vous, car le climat de nos écoles pourrait effectivement souffrir de quelque incompréhension.

Je vais maintenant poursuivre, en restant malheureusement dans une actualité douloureuse.

Tout comme chacune et chacun d'entre vous, je suis secoué par ce qui arrive à la sidérurgie liégeoise. C'est le poumon économique d'une région qui se trouve, passez-moi l'expression, asphyxié. Aussi voudrais-je, même brièvement, tracer les contours de cette décision qui, je le suppose, a été prise ce matin à Luxembourg.

Voilà un grand groupe international qui rassemble, sous l'autorité d'un conseil d'administration, tout ce qui compte aujourd'hui en sidérurgie européenne. A ce titre, il a donné des assurances aux partenaires publics - je songe plus particulièrement à la Région wallonne - qu'avant 2006, en tout cas, des investissements seront apportés dans le train à chaud et que seront évaluées, à ce moment-là, les décisions à prendre. Mais voilà qu'au début de 2003, ce même groupe décide de ne plus investir et de mettre un terme à la fabrication à chaud à Liège.

De quoi s'agit-il, sinon d'un acte de forfaiture ? Peut-on unilatéralement rompre un contrat par lequel on s'est engagé, quand des milliers de personnes ont leur propre sort lié à ce contrat ? C'est à mon sens une attitude inqualifiable, dont nous n'avons pas fini de parler et que nous devons, une fois encore, expliciter dans nos écoles.

Cela a été évoqué tout à l'heure, nous sommes aujourd'hui dans un contexte de mondialisation. Je crois sincèrement que la mondialisation n'est pas, en soi, un concept négatif. Rappelons-nous les ravages provoqués par le protectionnisme dans les premières années du siècle passé, rappelons-nous tout le mal qu'il a pu faire quand il a par exemple été amalgamé au nationalisme. Je crois donc vraiment que la libre circulation des personnes et des biens est un acquis important de la modernité. Mais pas comme ça et pas trop vite - c'est là que se situe le danger qui nous menace.

Dès que des réformes fondamentales, qui touchent à la vie de nos sociétés, vont trop vite, sont insuffisamment encadrées et, comme c'est le cas aujourd'hui à Liège, ne respectent même pas les phases qui ont été décidées, nous risquons d'en pâtir lourdement. Pour mener à bien des changements importants dans une société, il faut lui donner du temps ; sinon, on la confronte à des décisions d'une brutalité intolérable.

Quand on aura tout dit de cette mondialisation qui va trop vite, quand on aura tout dit d'une logique capitaliste aveugle aux réalités humaines et sourde aux appels de la société, quand on aura tout dit de l'exiguïté de notre région wallonne confrontée à des décideurs qui, s'ils n'ont pas le monde entier en responsabilité, ont en tout cas des responsabilités dans le monde entier, quand on aura tout dit de la souffrance qui doit être celle des partenaires sociaux qui, après s'être engagés dans un plan de restructuration difficile et délicat, se voient aujourd'hui trompés et trahis par quelques grands décideurs économiques et investisseurs, quand on aura tout dit de cela, on en viendra au problème que pourtant, sans plus attendre, je voudrais traiter avec vous - celui de notre engagement spécifique à nous, enseignants, face à ces défis de société dont il est question aujourd'hui.

Nous sommes en région liégeoise. Nous qui sommes dans notre vie professionnelle, enseignants ou, dans notre vie politique, responsables de l'enseignement - qu'il soit général, technique ou professionnel - pouvons-

nous rester insensibles à ce qui se passe ? Ne devrions-nous pas faire savoir que nous sommes non seulement conscients du problème, mais que nous sommes aussi décidés à agir, avec toutes celles et tous ceux qui voudront rendre au pays de Liège son honneur, sa fierté et sa prospérité ?

Je ne crois pas aux fatalités et je vais vous dire pourquoi. Nous sommes dans une région où la multimodalité des transports est un atout essentiel. Nous avons le deuxième port fluvial international, un aéroport performant, un nœud routier qui nous met en relation rapide avec l'Allemagne et la France. Nous avons des écoles qui, au niveau secondaire comme au niveau supérieur, ont prouvé leurs capacités. Nous avons des outils - je songe par exemple à Technifutur - qui, dans le domaine de la formation technique de haut niveau, nous offrent des ressources extraordinaires. Oserais-je dire, en présence de Monsieur Verlaine qui représente Technifutur, qu'ils sont peut-être insuffisamment exploités encore ; toujours est-il que nous avons là un outil exceptionnel, qui met les technologies les plus avancées à notre disposition, à la disposition de nos élèves. Alors, vous qui avez répondu à l'invitation de la Fondation Jean Boets, Mesdames et Messieurs les Inspecteurs, Mesdames et Messieurs les Préfets et Proviseurs, Mesdames et Messieurs les Directeurs et Sous-Directeurs - et j'observe avec plaisir que l'invitation a aussi bien été envoyée aux représentants de l'enseignement libre qu'à ceux de l'enseignement officiel - vous tous qui exercez une responsabilité d'animation, de direction, d'orientation dans vos écoles, je voudrais que vous vous mettiez en état de mobilisation. Le pays de Liège va avoir besoin de vous, il va avoir besoin de réactions rapides.

Je l'évoquais tout à l'heure avec Monsieur le Député permanent André Gilles, notre problème n'est pas d'établir avec les entreprises une relation de partenariat - c'est fait. Monsieur Gilles a évoqué à juste titre les travaux de la CCPQ ; je crois qu'au départ de ces travaux, nous avons maintenant des profils de formation, qui correspondent à ce que l'on attend aujourd'hui de nos jeunes. L'enjeu n'est donc pas de nouer des relations avec les

entreprises, puisque nous avons travaillé de concert, mais d'établir des connexions avec des investisseurs potentiels.

Sachons d'emblée reconnaître qu'en la matière, la tâche ne sera pas forcément aisée, mais nous avons des atouts. A côté de cette multimodalité que j'évoquais il y a un instant, nous pouvons en effet faire savoir que nous avons aussi une main d'œuvre qualifiée, dans les orientations qui sont aujourd'hui incontournables et porteuses. Voilà la richesse du pays de Liège que nous devons mettre en valeur.

Je pense bien sûr à la maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; nous devons évidemment nous mettre en pointe et ne rien négliger à cet égard. Je ne plaiderai jamais assez pour que nous poursuivions nos efforts afin de rendre l'usage des langues vivantes plus fort et plus performant encore. Si beaucoup a déjà été fait en la matière, je suis convaincu que nous pouvons et devons faire encore mieux. C'est dans ces secteurs des communications humaines et des technologies, forts de la capacité de notre enseignement secondaire et ce, en relation étroite avec notre Université et nos Hautes Ecoles, que nous pourrons apporter les meilleures réponses aux défis actuels.

Parce que, en effet, une fois encore, quand on aura tout dit de la mondialisation, d'un capitalisme débridé trahissant ses engagements, de l'exiguïté de notre région, du tourment des syndicats qui avaient manifesté tant de sens des responsabilités, quand on aura tout dit de cela, croyez-moi, c'est vers l'école que l'on se tournera pour rendre un destin à Liège. Redonner un avenir à notre région, ce n'est pas seulement une expression de tribune, c'est rendre à notre population, aux hommes et aux femmes qui la composent, la volonté de franchir ce mauvais pas, c'est mettre à leur disposition les moyens de le faire.

En la circonstance, nos écoles vont être confrontées à un dilemme. Ou nous élevons les critères et les standards d'appréciation de nos jeunes et nous les amenons à rendre le meilleur d'eux-mêmes, au risque de laisser

sur le carreau trop d'élèves incapables de suivre le rythme, ou nous nous occupons principalement de ceux qui connaissent des difficultés, sans pouvoir véritablement pousser les meilleurs jusqu'au bout de leurs possibilités. Ce dilemme, vous le connaissez bien : c'est et ce sera toujours une des préoccupations centrales de l'enseignement.

Allons-nous privilégier la passion ou la compassion ? Ce sont bien les termes dans lesquels nous allons devoir nous situer et qu'il nous faudra dépasser pour en sortir. Parce que nous aurons besoin d'hommes et de femmes de passion pour nous tirer d'affaire, sans pour autant abandonner celles et ceux qui n'ont pas forcément les moyens de leur passion.

Nous sommes devant un avenir difficile, mais nous devons néanmoins garder sur la question un regard raisonnablement optimiste. Nous avons mis en place, notamment à travers toutes ces réponses que j'ai déjà évoquées, une structure apte à épauler une société en pleine évolution. Nous avons mis en place une architecture d'enseignement qui, j'en suis convaincu, peut répondre à nos problèmes. Je crois vraiment qu'à travers le panel d'offres que nous proposons - un enseignement général, technique, professionnel, en alternance, ouvert sur la formation - nous pouvons faire en sorte que notre enseignement soit, aux yeux des jeunes, le lieu et le carrefour des vocations. C'est, au fond, ce que l'enseignement a toujours été et qu'il devra continuer à être.

Bien évidemment, ces vocations que nous devons susciter et rencontrer ne sont pas exclusivement d'ordre intellectuel. Nous le savons bien et, plus que jamais, nous devons aussi redire et répéter à quel point compte l'intelligence de la main, qui peut ouvrir les portes de l'enseignement technique et la voie à de belles carrières. Il faudra aussi que nous tirions le meilleur de notre enseignement professionnel et de nos CEFAs (Centres d'Education et de Formation en Alternance), car nous savons aussi que pour certains jeunes, à 15 ou 16 ans déjà, une présence soutenue à l'école devient une charge trop lourde. Une fois encore, nous ne l'ignorons pas et nous avons mis en place des structures ad hoc.



L'important sera de faire passer le message auprès des jeunes, selon lequel on peut s'épanouir à l'école si l'on choisit bien dans ce qui est offert. Sans doute faudra-t-il sortir d'un certain protectionnisme d'établissement en sachant dire : " Dans notre école, tu ne trouveras pas ce qui te convient en 3<sup>ème</sup>, mais dans tel institut, dans tel établissement, existent telles options qui pourraient te convenir. "

Peut-être devons-nous concevoir un test à la fin du premier degré, pour tenter de mieux évaluer les aptitudes et les capacités des jeunes, de façon à ce que nous puissions les orienter, en toute liberté mais en parfaite connaissance de cause, vers le type d'enseignement le plus adéquat. Que le choix de l'enseignement technique et professionnel devienne ainsi un choix argumenté, positif et non pas un choix de relégation.

Dans ces besoins du pays de Liège dont je vous parle, se trouve bel et bien l'épanouissement que nous pouvons et devons donner aux jeunes. Faisons en sorte, une fois qu'ils ont trouvé leur voie, de les pousser à la passion. Il faut vraiment que nous trouvions le point de passion chez chacun, le déclic qui va permettre à chacun de donner le meilleur de soi-même - parce que chacun a envie de donner le meilleur de soi-même.

Tout à l'heure, à mon arrivée, j'ai eu l'occasion de féliciter les jeunes footballeurs dont on vous a déjà dit le plus grand bien. Lorsqu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, particulièrement en équipe, pour arriver aux résultats qu'ils obtiennent, ils sont pour l'école le miroir, le modèle de ce qu'il faut faire pour réussir. Je ne leur ai pas exprimé autre chose : " Vous êtes un exemple pour vos condisciples, vous êtes un exemple pour les autres. "

Quelle que soit l'orientation que l'on prenne, quelle que soit la discipline que l'on choisit, il faut aller au bout de soi-même. C'est un propos que nous devons reprendre : le discours de la passion. Et si bien sûr la compassion doit rester présente, si elle continue d'être importante pour guider certains choix, gardons-nous cependant de la mettre au premier plan du message que nous devons faire passer. Ayons l'exigence de la passion, exigeons le meilleur de tous.

Précédemment, Monsieur Fagnant a brillamment énoncé pour nous l'éventail des difficultés qui sont celles de nos jeunes au sortir de l'enseignement secondaire, mais qui, à tout prendre, sont aussi celles de tous les citoyens. Certainement avons-nous vis-à-vis des jeunes une plus grande responsabilité, parce qu'ils seront amenés à nous quitter. Mais nos concitoyens sont-ils plus à l'aise, par exemple, devant les démonstrations de violence à l'écran ? Je n'en suis pas sûr. Sont-ils plus avisés devant l'extension des drogues et, c'est vrai, face aux réponses parfois contradictoires que l'on tente d'apporter à ces problèmes ? Sont-ils mieux armés pour appréhender les phénomènes nouveaux posés par l'intégration ?

Je ne vais pas reprendre tous les thèmes que Monsieur Fagnant a évoqués, mais, reconnaissons-le, nous sommes une société en mal et en recherche de repères. Dès lors, en effet, gardons-nous de vouloir charger nos écoles de tous les problèmes de la société. Ayons simplement en vue que nous organisons nos écoles sur la base d'un certain nombre de valeurs, qui sont inscrites dans notre constitution, dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les conventions internationales qui les appliquent.

C'est finalement assez simple : nous avons des bases et, sur ces bases-là, nous pouvons avoir des exigences. Ainsi, en matière d'intégration, si d'aucuns nous disent que, face aux valeurs de la démocratie, ils peuvent opposer la loi islamique ou toute autre loi, il faut savoir dire non. Le système de valeurs actuellement présenté au travers de la charia n'est pas le système de valeurs présenté au travers de la constitution d'un régime démocratique ; il y a donc parfois lieu de dire non. C'est le cas lorsque des communautés ont tendance à se refermer sur elles-mêmes à l'intérieur de nos écoles, alors que nous prônons une école d'intégration, ouverte aux autres. Le cas échéant, il faut savoir nous opposer à certaines thèses et à certains comportements, parce que nous sommes porteurs et défenseurs de valeurs ; nous devons avoir le courage de nos valeurs.

Que l'on me comprenne bien : je ne vous invite certainement pas à un

comportement basé sur l'intolérance, je vous invite au contraire à établir des rapports de confiance, sur base des valeurs qui sont les nôtres - et croyez-moi, nous allons avoir besoin de les réaffirmer. C'est donc sur ces bases-là que je vous invite à articuler votre propos - non pas un discours de rejet de l'autre, mais un discours d'accueil de l'autre sur nos valeurs. Rappelons-nous que nous nous sommes battus pour ces valeurs-là. Alors que nous avons lutté pour consacrer, dans l'article 10 de notre constitution, l'égalité entre l'homme et la femme, il ne faudrait pas qu'aujourd'hui l'on vienne nous dire tout à coup : " Pour nous, il n'est pas question d'égalité, mais de complémentarité ". Cela m'a été dit et nous ne pouvons l'accepter.

Il convient donc que nous réaffirmions nos positions sur un certain nombre de questions, sans nous réfugier dans la facilité. S'il arrive que nous suscitions des oppositions, il nous faudra argumenter notre point de vue et l'assumer. Tout comme il nous faut assumer la pédagogie de la passion. Je vous remercie de votre attention.

## LES DÉBATS

**M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets**

Nous allons maintenant passer à vos questions et réactions. Sachant que la première intervention est toujours la plus difficile à obtenir, je vais contourner la difficulté en demandant directement à Monsieur Roger Lesage de réagir en premier.

**M. Roger LESAGE, Administrateur délégué d'Inforef**

Etant nouvellement pensionné, je ne m'exprimerai donc pas en tant qu'inspecteur diocésain, mais bien en tant qu'administrateur d'Inforef. Toutefois, je préciserai d'emblée que je reste, comme je l'ai été pendant longtemps, un passionné de l'enseignement technique et professionnel. J'ajouterai que ma mission au service de l'Enseignement catholique m'a également conduit à travailler en collaboration avec les autres réseaux d'enseignement, de même qu'avec de nombreux opérateurs de formation comme le Forem, les Classes Moyennes ou encore Technifutur.

Je n'ai peut-être pas de question directe à adresser à Monsieur le Ministre, mais il m'a semblé que son intervention d'aujourd'hui était vraiment importante, au regard de



l'ambiance dans laquelle on vit déjà et dans laquelle on va vivre. En ces circonstances et plus que jamais, les enseignants ont absolument besoin d'être soutenus.

Sans doute ai-je eu la chance d'enseigner il y a un certain temps, à un moment où il était beaucoup plus facile d'assurer les missions de tous les jours, sur le terrain, avec les jeunes. Monsieur le Ministre l'a relevé, le métier d'enseignant est devenu un métier extrêmement difficile. Je pense souvent que, de tous les métiers que j'ai exercés et observés dans l'industrie et ailleurs, c'est certainement celui qui, dans sa pratique quotidienne, se révèle le plus ardu. C'est pourquoi je considère que les enseignants, mais également les directions, doivent être encouragés. Plutôt que de critiquer les enseignants comme d'aucuns l'ont fait durant un certain temps, nous devons aujourd'hui nous atteler à consolider cette paix scolaire qui est heureusement revenue dans l'enseignement. Nous devons reconsidérer l'enseignement comme une valeur essentielle dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Alors, en tant que jeune pensionné et même si je continue d'être actif au travers des actions menées avec Inforef, je n'ai certainement pas de leçon à donner. Toutefois, vous me permettrez de rester intimement convaincu qu'il faut absolument trouver des moyens pour aider les enseignants, pour faire en sorte qu'ils puissent garder le moral et surtout préparer nos jeunes aux métiers de demain. Toute la question est bien sûr de savoir comment cela va être possible. Nous n'ignorons pas que ces métiers de demain ne nécessiteront plus autant de main d'œuvre que les métiers qui sont actuellement en train de disparaître dans notre région. Comment, dès lors, allons-nous pouvoir remplacer tous ces emplois que nous allons très certainement perdre dans les prochains mois, dans les prochaines années ? Soyons réalistes : l'échéance de 2006 produira déjà ses effets avant terme.

Comment les jeunes vont-ils pouvoir tenir le coup, garder le moral et la santé, dans ce contexte caractérisé par l'instabilité, les tensions, la

dépression ? Seul le monde politique est réellement habilité pour intervenir et apporter des réponses sur ces questions importantes. Le fait est que nous allons manifestement au-devant de problèmes importants, dans une région qui doit relever la tête et où, de toute évidence, les enseignants vont une fois encore être appelés à jouer un rôle quelque peu démesuré. En effet, sinon exclusif, le rôle qui sera exigé de leur part pour affronter les défis qui nous attendent sera en tout cas primordial.

**M. Robert MEUREAU, Député - Premier Echevin, Ville de Waremme**

Monsieur le Ministre,  
Chers Collègues,  
Mesdames, Messieurs, Chers Amis,



Tout d'abord, permettez-moi d'excuser Monsieur le Député-Bourgmestre Jacques Chabot, déjà cité tout à l'heure, pour remercier les organisateurs au nom du Collège Echevinal et du Conseil Communal de Waremme. Merci d'avoir choisi notre ville pour accueillir ce panel de midi.

J'aimerais également souligner la qualité des interventions qui ont été faites jusqu'ici et saluer tout particulièrement l'allocution de Monsieur le Ministre, cette fois comme Echevin de Waremme et Membre du Parlement de la Communauté Française de Belgique. Certains thèmes développés par Monsieur Hazette faisaient d'ailleurs écho à quelques points précédemment évoqués par

Monsieur Fagnant, notamment en ce qui concerne la violence, la drogue, la télé réalité, l'emploi.

Chaque fois que sont évoquées les difficultés qui découlent de ces matières, on remarque qu'il existe une cause première, commune à l'ensemble de ces problèmes : la recherche aveugle du profit. Cette politique capitaliste, comme l'a appelée Monsieur le Ministre, provoque une série d'effets désastreux.

S'agissant de la mondialisation, Monsieur le Ministre a relevé très justement qu'il était plus important de construire une bonne mondialisation que de se replier sur un protectionnisme économique, au demeurant sans avenir et préjudiciable. J'ajouterai donc que c'est peut-être d'une autre mondialisation dont nous avons besoin - que certains ont d'ailleurs appelé l'altermondialisation, pour en souligner toute l'importance et la différence. Dès lors, je pense que si les uns et les autres s'expriment avec des mots qui peuvent parfois être fort différents, ils partagent néanmoins en commun quelques idées fortes. Je ne vous cacherai donc pas que je partage tout à fait les quelques idées maîtresses développées ici par Monsieur le Ministre. Impossible d'évoquer la mondialisation, sans revenir à l'Europe. Cela a aussi été relevé précédemment, en déplorant d'ailleurs le manque de position commune de l'Union européenne par rapport au conflit en Irak, malheureusement imminent. Concernant l'Europe, j'aurais encore un deuxième regret - mais quand on a des regrets, c'est finalement une manière de dire que l'on peut encore tenter quelque chose, que l'on peut encore agir - c'est celui d'une construction européenne trop exclusivement centrée sur le marché. Je plaide donc pour une Europe qui s'occupe davantage de ses citoyens que de ses capitaux financiers, une Europe recentrée sur l'homme - certains diront plus d'Europe sociale.

J'en reviens au monde de l'éducation et de l'enseignement. Car je suis convaincu que si nous allons dans le sens d'une Europe davantage à l'écoute de ses citoyens, cela permettra aussi de redécouvrir, relancer, faciliter des contacts parents-enfants trop souvent mis à mal.

Permettez-moi de souligner à mon tour que cet ensemble de problèmes énoncés par Monsieur Fagnant existe d'abord en dehors de l'école, avant d'avoir des répercussions à l'intérieur de celle-ci. C'est donc aussi aux citoyens, notamment en tant que parents, qu'il nous faut apporter des moyens et des soutiens pour raviver une relation équilibrée entre générations. Une telle politique volontariste serait de nature à faciliter le travail des enseignants, que je félicite d'ailleurs pour tous les efforts qu'ils doivent fournir dans des moments et des circonstances difficiles.



**M. Guy MARTIN, Directeur général,  
Formation de la Province de Liège**

Si j'avais 15 ou 20 ans et que j'étais présent ici aujourd'hui, j'aurais peut-être envie de m'enfuir, en entendant tant de personnes importantes annoncer tant de difficultés.

Dans l'histoire de l'humanité, la crise est la règle, l'expansion est l'exception. Bien évidemment, nous sommes aujourd'hui, les uns et les autres, saisis par un moment d'histoire où nous avons connu, en Europe, une abondance exceptionnelle. Nous la vivons d'ailleurs toujours aujourd'hui, malgré les difficultés. Cette abondance nous a probablement conduits à perdre de vue

l'essentiel, c'est-à-dire le sens de la vie et le sens de l'histoire. Or, pour vivre, il faut avoir du sens. Lorsque Monsieur le Ministre nous appelle à la passion, il nous invite du même coup à construire du sens avec les jeunes qui sont dans nos écoles.



Toute l'histoire de l'humanité nous montre que toute chose porte en elle-même son contraire. Aux périodes de richesse succèdent des périodes de pauvreté, et réciproquement. C'est ce qui me permet de penser que nous ne vivons pas, aujourd'hui, un moment catastrophique de l'histoire du pays de Liège, mais qu'au contraire, nous vivons un moment d'exception, au sens où nous sommes encore, malgré tout, en mesure de pouvoir construire notre avenir. Pour que les fils et les filles de nos fils et de nos filles puissent naître, grandir et nous succéder dans un contexte plus heureux et plus joyeux.

Si j'étais jeune, si j'avais 15 ou 20 ans, j'aurais peut-être envie aujourd'hui de fuir la Belgique, si tant est qu'à travers les difficultés que nous sommes en train de côtoyer, on n'arrive pas à me donner un sens à ma vie et un sens à l'histoire, auquel je pourrais contribuer.

Dès lors, la question centrale qui se pose aujourd'hui à l'enseignement et à la société pourrait se formuler comme suit : comment faire pour apprendre à chacun qu'il peut être, non pas un objet de son destin, mais un artisan de son devenir ? Ceci implique qu'il puisse retrouver, au départ de sa source de vie, non seulement l'envie de vivre, mais aussi l'envie de bâtir et de construire pour changer.

Si, comme je l'ai énoncé d'emblée, la crise est la norme et l'expansion est l'exception, nous ne devons donc pas pleurer sur ce que j'appellerais des *moments* de crise. La première des crises à laquelle nous sommes confrontés, c'est la naissance, ce moment où nous quittons le milieu aquatique pour gagner le milieu aérien. Comme d'autres, cette crise nous est bénéfique, puisqu'elle nous permet de conquérir notre milieu en grandissant et en enrichissant nos stimulations pour de nouveaux plaisirs de vivre.

**M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets**

Je note que, pour l'instant, il n'y a ni questions, ni interpellations directes par rapport aux exposés introductifs, mais essentiellement des réactions.

L'intervention de Monsieur Guy Martin m'a d'ailleurs fait penser à un article que je viens de lire sur le Docteur Boris Cyrulnik, éthologue et neuropsychiatre. A la suite d'une naissance très difficile, celui-ci a développé une approche qui s'articule notamment sur la notion de "résilience", c'est-à-dire l'aptitude des individus et des systèmes (familles, groupes, collectivités) à vaincre l'adversité ou une situation à risque.<sup>(1)</sup>

**Mme Anne PIROTTE, Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Verviers**

Je commencerai par rappeler que l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Verviers, dont je suis Directrice, est une école placée en discrimination positive.

Complémentairement à ce qui vient d'être dit, j'aimerais revenir sur les notions de passion et de compassion, que Monsieur le Ministre développait tout à l'heure. J'admets que la formule est séduisante mais, dans la réalité quotidienne, ne risque-t-elle pas de masquer quelque chose d'un peu inégalitaire. Aussi, je pense que nous avons plutôt, sur le terrain, à affronter

---

(1) La résilience définit la capacité à se développer quand même, dans des environnements qui auraient dû être délabrants. *Le mot «résilience» vient du latin et signifie «ressauter», explique Boris Cyrulnik. Non pas ressauter à la même place, comme si rien ne s'était passé, mais ressauter un petit peu à côté pour continuer d'avancer... Résilier un engagement signifie aussi ne plus être prisonnier d'un passé, se dégager. La résilience n'a rien à voir avec une prétendue invulnérabilité ou une qualité supérieure de certains, mais avec la capacité de reprendre une vie humaine malgré la blessure, sans se fixer sur cette blessure.*

un conflit entre deux passions : celle de la formation et celle de l'éducation.



S'agissant de la formation, sans doute arrivons-nous, au travers de tout le travail entrepris au niveau des profils de qualification et de l'approche par compétences, à sérier ce que nous attendons des jeunes, du moins de notre point de vue et avec notre regard d'adulte. Par contre, en matière d'éducation, je pense que l'école est encore en crise et que nous sommes encore très démunis.

Dès lors, vous me permettrez de formuler quelques remarques, en réaction à ce qui a déjà été dit.

Pour ce qui concerne le conflit annoncé entre les Etats-Unis et l'Irak et ses implications mondiales, je pense qu'avant de pouvoir expliquer valablement la position de la Belgique, il conviendrait idéalement et préalablement de dispenser des cours d'éducation aux différentes cultures. Bien entendu, en prenant soin d'éviter tout ethnocentrisme - je fais évidemment référence à Claude Lévi-Strauss <sup>(1)</sup> - ce qui n'est pas forcément évident.

---

(1) Père de l'anthropologie structurale et notamment auteur de *Race et histoire* (1952), dont les thèmes majeurs sont : l'illusion ethnocentrique et la diversité des cultures, la place de la civilisation occidentale et le rôle du hasard dans le déroulement historique, la relativité de l'idée de progrès. Si la notion de race, aujourd'hui réfutée par la biologie génétique, n'a pas davantage de pertinence pour l'anthropologue, Lévi-Strauss s'oppose également, dans *Race et culture* (1971), au discours de l'essence humaine, qui tend à confondre la diversité des groupes humains en une seule humanité : *Il n'y a pas une humanité mais des peuples, qui n'existent que par les diversités qui les distinguent. Si les cultures renoncent à faire valoir leurs différences au nom du principe de l'égalité des hommes, elles risquent fort de s'engager sur la voie appauvrissante d'une civilisation mondiale en apparence homogène et pourtant associée à un régime d'intolérance de plus en plus exacerbée.*

Quand on travaille sur le terrain avec une population nord-africaine importante, pour prendre cet exemple, la seule voie possible d'échange est la voie de la négociation, et non pas la voie de l'enseignement de nos valeurs. A mon sens, existe en ces matières et en ces circonstances un nécessaire devoir d'empathie. C'était un premier point : celui d'une pluriculturalité bien comprise, qui ne peut se confondre avec un nivellement des valeurs.

S'agissant de l'enseignement technique et professionnel en particulier, je me suis souvent demandé jusqu'à quel point celui-ci n'était pas quelque peu piégé par sa propre histoire. Vous le savez, cet enseignement a une origine ouvriériste et a d'abord été créé pour protéger les enfants de la rue. En effet, on a considéré qu'il valait mieux que ceux-ci fréquentent des ateliers (qui tenaient lieu de classes à cette époque), où ils étaient alors pris en charge pour être formés à un métier. Dès lors, mon interrogation est la suivante : comment peut-on aujourd'hui assumer ce passé, tout en souhaitant valoriser la formation qualifiante ? Evidemment, je comprends bien que personne n'aime se reconnaître dans un ghetto ou autre processus similaire, mais pourtant, ne conviendrait-il pas de mieux assumer son passé pour mieux maîtriser son avenir ?

Pour y arriver, il me semble à nouveau que la seule piste praticable est d'abord celle de l'éducation, et non pas celle de la formation. Tout simplement parce qu'un jeune qui n'est pas éduqué à l'amour, qui n'a pas l'occasion de vivre, déjà chez lui, des relations équilibrées, n'a que très peu de chances d'être réceptif aux apprentissages et à la formation. Je pense donc que nous devrions aujourd'hui nous orienter beaucoup plus en profondeur vers ce type de questionnement. Or, les cours qui pourraient aborder ce nécessaire travail d'éducation sont actuellement parcellisés et nos enseignants sont aujourd'hui insuffisamment formés à éduquer, avant de pouvoir enseigner.



L'intervention de Monsieur Roger Lesage contenait implicitement deux questions, que vous me permettrez de résumer comme suit. D'une part, comment orienter les jeunes vers les emplois de demain ? D'autre part, comment apporter une certaine stabilité aux jeunes ?

Orienter vers les emplois de demain.

C'est effectivement une question centrale et dont les contours sont mal définis, puisque bon nombre de ces emplois nous sont tout simplement, par définition, inconnus aujourd'hui. En tant que ministre de l'Enseignement secondaire, il me serait donc facile de dire : " Assurons les bases sur lesquelles pourront se greffer des formations

complémentaires. " Ce faisant, je dégagerais l'école de toute responsabilité et de tout rôle en la matière, pour les reporter de façon très commode sur la formation tout au long de la vie.

Je crois donc qu'il faut que nous n'éluisions pas la question, mais que nous la posions d'un point de vue scolaire - et je repose la question : comment orienter dès l'école vers les emplois de demain ? Il doit y avoir une réflexion sur ce point dans l'enseignement, et notamment au travers des conseils de participation qui ont été conçus pour apporter à l'école des informations qui ne sont pas nécessairement maîtrisées en son sein.

Un exemple. Si nous suivons l'actualité régionale - je pense que Monsieur Robert Meureau, qui est membre de la commission parlementaire régionale de l'environnement, ne me contredira pas - nous savons que nous nous trouvons dans une région qui doit faire un effort important dans le domaine

de la protection des eaux, donc plus généralement dans le domaine de la protection de l'environnement. Pas mal d'investissements doivent encore être réalisés pour pleinement atteindre et satisfaire les normes européennes. On peut donc, sans risque majeur d'erreur, se poser la question suivante : avons-nous, dans notre enseignement technique et professionnel, des formations qui conduisent aux métiers qui vont inmanquablement naître de cette politique inéluctable de la Région wallonne ? Nous savons d'ores et déjà que cette politique conduira à la multiplication des stations d'épuration et, d'une manière générale, au développement des métiers de l'environnement. Autrement dit, cernons-nous d'assez près les réalités de demain sur ce plan-là, pour pouvoir proposer des formations adaptées ? Voilà un exemple - on peut en trouver d'autres.

J'ai parlé tout à l'heure de la multimodalité : il est clair que nous avons aussi, dans ce secteur, des formations à assurer. Lesquelles ? Nous ne répondrons valablement à cette question que si nous interrogeons les grands acteurs du secteur. Que leur manque-t-il aujourd'hui et que prévoient-ils qu'il leur manquera demain ? Au départ de cette interrogation que nous devons adresser au monde économique, au travers des moyens que nous avons déjà mis en place - et je songe évidemment à la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ), ainsi qu'au Conseil Général de Concertation - il faudra, me semble-t-il, faire très vite pour permettre d'offrir les formations qui conduiront aux métiers de demain. Ce n'est donc pas une question abstraite ! C'est au contraire une question qui doit s'envisager dans un contexte donné, créé dans une région donnée - la nôtre !

Voilà donc une première réponse que je vous dois et que j'articule partiellement autour de la présence dans les écoles des conseils de participation et dans lesquels, ne l'oublions pas, les partenaires extérieurs à l'école ont leur place. Notamment pour apporter ce type d'informations-là.

Deuxième volet important : comment assurer la stabilité des jeunes ?

Nous en revenons bien sûr à un problème général de société. Monsieur le Député-Echevin Robert Meureau a insisté sur une sensibilisation accrue des parents, dans le cadre d'une Europe davantage sociale qui est encore à construire. Quant à Madame Pirotte, elle nous a dit que si l'enseignant peut être plus ou moins assuré de son pas dans l'orientation et la formation professionnelles, par contre il ne l'est pas dans les matières relatives à l'éducation. Quant à moi, j'ai parlé d'une société en mal de repères, tout en insistant aussi sur les quelques bases pourtant disponibles. Dès lors, je crois que nous défendons finalement tous, chacune et chacun à notre manière, des points de vue extrêmement proches.

Revenons un instant sur le problème de la morale traditionnelle qui, à l'évidence, s'est effilochée au gré des développements apportés au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, de sorte que nous n'avons plus aujourd'hui de certitudes assurées. Il faut donc repartir et reconstruire - oserai-je le mot ? - une "morale", en nous appuyant sur les bases qui nous sont offertes. Je les ai citées tout à l'heure et je crois en effet que, vraiment, nous devons partir d'une relecture à l'école de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le mois dernier, j'ai entendu des directeurs d'écoles en discrimination positive de la région bruxelloise me confier qu'ils assistaient, au moins une à deux fois par an, au départ de jeunes filles. En cours de scolarité, celles-ci doivent interrompre leurs études parce qu'elles sont mariées contre leur gré dans le contexte de leur religion. Après les avoir entendus, je me suis demandé : "Allons-nous rester passifs devant ce phénomène ? Sommes-nous sans moyens ?" Et je suis retourné voir dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour constater que, dans son article 16 au paragraphe 2, celle-ci nous donne les moyens de dire non et d'aider ces jeunes filles qui souhaiteraient continuer leurs études, mais ne le font pas. Nous ne sommes pas sans références et sans moyens ; nous vivons dans une société qui s'est construite sur un certain nombre de valeurs. Je le disais tout à l'heure : redécouvrons-les ! Et redécouvrons-les tous ensemble.

Au sein des directions ici présentes, quel qu'en soit le réseau, combien de fois avez-vous invité vos professeurs à lire la Constitution belge ou la Déclaration universelle des droits de l'homme ? Combien de fois l'avons-nous fait et où allons-nous chercher nos références ? Nous allons bien souvent les chercher dans un quotidien fluide, mobile, alors même qu'il existe, permettez-moi d'insister, des valeurs reconnues, sur lesquelles se fondent les états démocratiques. Que nous soyons libéraux, réformateurs, socialistes, communistes, écologistes, sociaux-chrétiens, ou encore démocrates humanistes, nous nous retrouverons sur ces valeurs. Mais encore faut-il que nous en fassions, effectivement, la base de l'éducation. Exprimer le fait que nous sommes en mal de repères semble relever de l'évidence, alors même que nous ignorons les repères qui nous sont proposés, alors même que nous devrions les mettre en œuvre et en pratique.

Particulièrement en cette période de troubles, je ne puis qu'inviter les uns et les autres à chercher dans des textes incontestables et incontestés des réponses et des solutions - et c'est bien sûr également valable pour la Convention internationale des droits de l'enfant.

Pour gérer efficacement une école, chacun conviendra qu'il faut bien la connaître. Trop souvent, aujourd'hui, nous nous retrouvons dans des contextes que nous maîtrisons mal : parfois par notre faute, parce que nous avons cru un peu généreusement que la démocratie était un modèle définitivement stable et acquis une fois pour toutes. Nous avons un peu rapidement misé sur la pérennité supposée d'un régime qui comporte des forces et des faiblesses, des qualités et des défauts, des engagements et des turpitudes. C'est Julien Benda qui, dès les années 20, dans "La trahison des clercs" <sup>(1)</sup>, disait qu'il faut mettre au service de la paix les

---

(1) Auteur de *La Trahison des clercs* (1927), Julien Benda y affirmait que : *les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison (...), les clercs, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques.*



qualités qui font gagner les guerres. Vous me permettez de le paraphraser, en ajoutant qu'il faut mettre au service de la démocratie l'agressivité - nous dirons ici l'enthousiasme pour ce qui nous concerne, nous, enseignants - qui anime un certain nombre des adversaires de la démocratie. Si nous nous mettons à défendre la démocratie avec l'énergie que certains mettent à la démolir, nous retrouverons rapidement le chemin des valeurs sur lesquelles nous appuyer. Encore faut-il être conscient que la démocratie est un régime menacé : par son ouverture, par sa tolérance. Or il ne survivra que si toutes les valeurs qu'il véhicule aux côtés de cette ouverture et de cette tolérance sont aussi observées.

Madame Pirotte nous a très justement fait remarquer : attention, pas d'ethnocentrisme, soyons ouverts aux différences et au multiculturalisme. Et vous avez raison : nous vivons dans une société qui s'est ouverte à d'autres cultures, c'est clair. Pour autant, devons-nous oublier les racines de la romanité ? Pour autant, devons-nous oublier ce qui nous a faits et ce que nous sommes ? Pour autant, devons-nous nous interdire de dire : nos valeurs à nous, les voilà ?

Pour avoir quelque peu voyagé dans le monde, j'ai pu constater que bon nombre de pays - et notamment du continent africain, que citait Madame Pirotte tout à l'heure - ont vers nous le regard de l'envie. Ces pays voudraient acquérir nos valeurs de démocratie. Et bien sûr, inversement, leur culture à eux, qu'ils défendent et qu'ils illustrent, ne les empêche pas d'avoir aussi l'envie d'être ce que nous sommes dans la civilisation qui est la nôtre. Car, en effet, au-delà des cultures, il y a ce que nous avons créé ensemble et qui s'appelle une civilisation. Je crois donc que nous avons ensemble à la défendre, à l'illustrer, à dire et réaffirmer qu'elle est porteuse de ces valeurs que je viens d'évoquer.

M. le Directeur général Guy Martin nous disait tout à l'heure qu'il n'était pas sûr qu'il ne se serait pas enfui s'il avait 15 ans aujourd'hui. Parce que la crise et le tableau que nous en brossons lui seraient, en tant qu'adolescent, proprement insupportables. Je crois, en effet, que nous sommes entrés

dans une période de défis à relever ; mais je ne crois pas, en tout cas au travers de ces 50 dernières années, que nous ayons jamais pris la fuite. Non seulement nous avons été confrontés à d'autres crises, mais rappelons-nous que la sidérurgie elle-même en a connu une autre, avec une égale destruction d'emplois. Et nous avons fait face. Et nous avons su entreprendre les adaptations nécessaires.

De même, dans l'enseignement en général, et prioritairement dans l'enseignement technique et professionnel, nous avons produit, ces dernières années, les efforts qui s'imposaient pour rendre à nouveau disponible du matériel adéquat et pour adapter nos formations aux besoins de l'entreprise. Nous avons réagi et nous réagirons encore - sur ce point, Monsieur Martin, soyez assuré que je vous rejoins à cent pour cent. Vous avez raison de nous dire que, historiquement, les périodes d'abondance sont des périodes d'exception. Tout à l'heure, m'entretenant avec Monsieur Ivan Fagnant, nous relevions que tout notre régime social a été conçu sur base de la prospérité que nous avons enregistrée dans les pays occidentaux durant les années 60. Toute notre architecture sociale a été bâtie sur une croissance qui ne s'est en fait pas prolongée au-delà de ces années 60. Conclusion, par excès d'optimisme, nous nous sommes posé des problèmes parfois insolubles. Voilà l'origine de quantité de problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Force est de reconnaître que nous étions dans l'erreur, même si celle-ci est d'une certaine manière compréhensible.

Cela étant, vous pédagogues dans vos responsabilités, nous politiques dans celles qui sont les nôtres, tous ensemble, nous savons bien que nous pouvons nous en sortir en nous serrant les coudes, mais certainement pas en agitant des leurres devant les jeunes. Nous ne devons pas leur faire croire qu'on entre dans l'enseignement secondaire et qu'on en sort sans se prendre par la peau du dos. La réussite se gagne et il n'existe pas de pédagogie sans efforts, ni de pédagogie de la facilité, mais bien une pédagogie de l'exigence. Il existe une pédagogie qui suppose, dans le chef

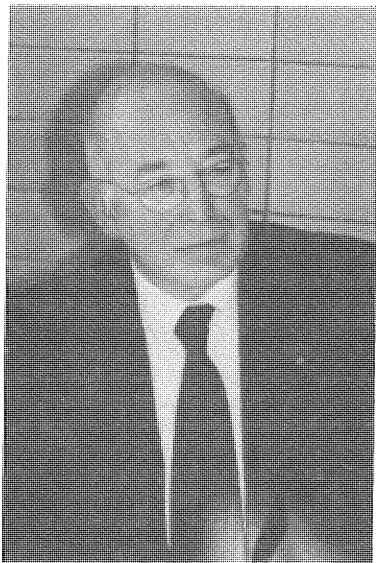
des familles, qu'on rende aux professeurs le respect qui leur est dû et qui s'est, en effet, pour de multiples raisons, progressivement effiloché au long d'une vingtaine d'années de difficultés. Attention : le fait d'invoquer un peu rapidement de " multiples raisons ", ne signifie absolument pas que je banalise le phénomène, mais le temps me manque pour le développer plus avant. Aussi, retenons ce message d'exigence et de respect que nous devons porter ensemble.

Monsieur Lesage l'avait déjà remarqué : ce respect rendu aux professeurs est le passage obligé de toute amélioration de notre enseignement. De fait, nous ne pourrions pas nous en sortir, si le professeur, dans son école, n'est pas honoré pour ce qu'il fait et pour ce qu'il est, c'est-à-dire un " bâtisseur d'avenir ". C'est, me semble-t-il vraiment, une des étiquettes qu'il doit porter et ce, aux yeux de tous - à vos yeux de responsables d'établissement, à nos yeux de responsables politiques, aux yeux de la société.

Alors, crise ou pas crise ? Ne nous laissons pas emporter par le discours de la facilité, c'est un discours mensonger. Osons dire, tous ensemble, qu'il n'y a pas de réussite sans travail, osons réhabiliter cette exigence du travail. En une formule raccourcie, je dirais que nous savons tous qu'on ne réussit pas une année scolaire en passant ses temps libres devant les reality-shows... Dès lors, pourquoi ne le disons-nous pas haut et clair ? Mais si nous devons l'affirmer, nous ne pouvons valablement le faire qu'à l'unisson, tous ensemble. Que pas un réseau, que pas une école ne trahisse cette exigence en chantant auprès d'oreilles trop crédules : " Chez nous, c'est la réussite assurée. " Ce n'est pas vrai, et ce l'est d'autant moins que la réussite n'est pas le papier qu'on obtient à 18 ans. La réussite, c'est la capacité que l'on a à s'insérer dans un autre processus de formation que celui de l'école - nous le savons bien aujourd'hui. Ce que je vous demande donc aujourd'hui, c'est que nous ayons un discours volontariste appuyé sur ce qui nous a faits et sur ce que nous sommes : un pays libre dans un monde qui cherche la liberté.

**M. Jean-Paul VERLAINE, Conseiller Formation d'Agoria Liège-Luxembourg, Directeur des Programmes et du Marketing de Technifutur**

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Député Permanent,  
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités,



Après les merveilleuses envolées des orateurs précédents que je partage entièrement, mais avec lesquelles je ne me sens pas de taille à rivaliser, je voudrais faire quelques réflexions terre-à-terre.

Au moment où la région liégeoise est secouée par un séisme économique-social, d'aucuns pourraient se demander si nous faisons bien de continuer, à l'instar de la Fondation Jean Boets, de prôner l'enseignement technique. Valoriser les carrières industrielles et les filières qui y conduisent ne paraît-il pas voué à l'échec : d'une part, on dit que les emplois industriels sont des emplois d'avenir et d'autre part, on entend que Cockerill va supprimer une partie

importante de ses activités. Agoria (anciennement Fabrimétal) va souffrir dans le chef des sous-traitants et fournisseurs de la sidérurgie.

Est-ce pour cela qu'il faudrait laisser tomber les bras ? Je me souviens, lors d'une activité antérieure, que la décision d'investir d'un investisseur étranger, se fondait, avant tout, sur la qualité et la disponibilité de la main d'œuvre technique ; nous n'avons rien à perdre, que du contraire, à continuer à investir en ce domaine : promouvoir l'enseignement technique

et les métiers qui en découlent ouvre des perspectives d'emploi et de développement économique.

Suite au dernier panel, tenu chez Agoria Liège-Luxembourg, une action a été entamée en faveur de la mixité des métiers techniques. Un concours sera proposé à l'ensemble des réseaux ; les groupes qui auront réalisé les meilleurs projets seront récompensés par une visite à la Cité des Sciences à Paris, à l'Euro Space Center à Redu, au Pass de Frameries...

Toutes les actions, manifestations, occasions qui permettent de continuer à jeter des ponts entre l'industrie et les enseignants continueront à motiver les jeunes à prendre ce chemin porteur d'emplois.

Monsieur le Ministre Hazette a évoqué, il y a un instant, l'opportunité que constitue l'ouverture de Technifutur aux enseignants et à leurs élèves grâce au Fonds des Equipements Pédagogiques.

Je remercie la Communauté Française et la Région Wallonne d'avoir pu dégager des moyens importants d'accès aux Centres de Compétence. Technifutur remporte ainsi la palme de fréquentation des enseignants grâce à la volonté des chefs de file ici présents, Roland Bamps pour l'enseignement provincial et Roger Lesage pour l'enseignement libre.

Toutes les directions et enseignants des quatre réseaux (Communauté Française, Provincial, Libre et Communal) ont ainsi montré leur détermination à bénéficier de ces possibilités de coopérations Enseignement-Industrie. C'est dans de telles collaborations qu'enseignants et professionnels de l'Industrie apprennent à encore mieux se connaître. La Région et la Communauté Française nous encouragent à encore faire plus, au bénéfice de tous.

**M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets**

Suite aux dernières interventions, je souhaiterais à nouveau céder la parole à Monsieur le Député permanent André Gilles qui, je le rappelle, est en charge de l'enseignement, de la formation, de l'informatisation et des centres P.M.S..

**M. André Gilles, Député permanent**

Même sans savoir si d'autres participants ont encore ou non l'intention d'intervenir, une chose est déjà sûre à mes yeux, c'est que notre important et passionnant débat n'est ni fermé, ni sans suites. Aussi n'aurai-je aucunement la prétention de tenir des propos qui seraient en quoi que ce soit conclusifs. Cependant, vous me permettrez de vous livrer quelques sentiments personnels, après avoir entendu toutes ces interventions marquantes.

Tout d'abord, je constate qu'il existe une convergence d'appréciations, non seulement en terme de constat, mais aussi dans la nécessaire volonté de dépasser ce constat pour construire l'avenir. Je vais tenter de résumer mon propos, en exprimant de façon un peu différente ce qui a déjà été dit : " On n'est jamais convaincant, si on n'est pas soi-même convaincu." Et manifestement, nous sommes aujourd'hui entre personnes convaincues.

Monsieur le Ministre nous a exposé la dualité existant parfois entre passion



et compassion. Faisant référence à l'histoire commune de l'humanité, Monsieur Guy Martin nous a, du même coup, rappelé que des expériences parfois douloureuses peuvent être indirectement ou conséquemment génératrices de progrès et d'adaptations importantes - et ainsi en est-il de l'évolution de l'espèce humaine depuis les temps les plus éloignés.

Le hic, c'est qu'il existe toujours un trop grand nombre de personnes qui restent sur le pavé - si vous me permettez cette expression. Certains vivent parfois ces évolutions très durement dans leur chair. C'est évidemment un problème extrêmement interpellant et il est également de notre devoir de nous en préoccuper.

Cette compassion qu'évoquait Monsieur le Ministre Hazette reste évidemment nécessaire, mais je crois qu'il est, en effet, important de séparer pleinement la compassion de la passion. Tout en partageant largement les points de vue qu'il a exprimés en la matière, je me permets donc d'insister, à mon tour, sur le fait que ce sont deux approches nécessaires l'une comme l'autre, mais différentes.

Si la compassion nous est nécessaire pour aborder les problèmes humainement, nous devons aussi les prendre socialement en charge, parce que, dans la civilisation qui est la nôtre, avec les valeurs qui sont les nôtres, nous ne pouvons pas nous résoudre à obéir à une loi du plus fort teintée de regrets pour tous les autres. C'est n'est pas cela que nous voulons, car ce n'est pas conforme à nos valeurs. Nous devons donc faire plus, complémentaiement, c'est-à-dire, en effet, avoir la passion, être convaincu pour être convaincant et investir dans l'avenir.

A un moment où l'on peut légitimement s'interroger sur ce qui reste de marge réelle de manœuvre, même à certains gouvernants, pour infléchir les événements en cours, je ne vois pas très bien comment quiconque pourrait tenir le monde de l'enseignement pour coupable ou responsable de certaines situations que lui-même constate avec inquiétude aujourd'hui, tout comme l'ensemble des citoyens. Laissez-moi aussi vous dire qu'en pareilles circonstances, cela ne sert pas à grand chose de pleurer ou de nous

lamententer.

Ce que nous devons faire maintenant, nous en tant qu'enseignants et acteurs de l'enseignement, c'est effectivement tout tenter, tout faire, pour former à cette adaptabilité dont on a parlé et dont nos jeunes vont avoir un grand besoin demain. Nous devons donc leur donner, comme on l'a dit, des bases solides, des valeurs de références, mais aussi de la confiance. Celle-ci ne peut en aucun cas se confondre avec une méthode couée, mais il me semble absolument essentiel de donner de l'espoir à nos jeunes. Tout nous indique que si nous pouvons aisément nous passer de rêves frelatés, nous aurons toujours besoin d'espoir. La situation internationale nous prouve que lorsque vous n'avez plus, mais alors plus du tout d'espoir, comme c'est malheureusement le cas dans certaines régions du monde, certains n'hésitent plus à passer à des actes littéralement désespérés. S'attacher de la dynamite autour de la ceinture pour se faire exploser en est un : vous me permettez de ne pas multiplier lourdement les exemples.

Fort heureusement, nous n'en sommes pas là, aujourd'hui, en Europe. Néanmoins, je constate malgré tout qu'il existe quantité d'autres situations moins spectaculaires et moins médiatisées, mais où des personnes glissent sur une pente absolument raide et dangereuse - et très rapidement. Nous en prenons cruellement conscience lorsque certains meurent dans nos rues, de froid ou de faim, lorsque d'autres mettent fin à leurs propres jours. Quantité d'autres problèmes dont on parle moins n'en sont pas moins douloureux et se vivent malheureusement au quotidien.

Ces malheurs sont-ils le résultat d'un trop grand stress ? d'un sentiment d'incompréhension ? d'une profonde solitude ? Nous avons en tout cas laissé tous ces facteurs devenir des phénomènes périphériques, si j'ose dire, d'une société qui se révèle parfois extrêmement agressive par rapport à l'homme. Donc, en effet, si nous partageons des valeurs, elles ne doivent pas rester que des mots enfermés dans des livres. Je partage pleinement cette idée, selon laquelle nous, enseignants, avons le devoir de les relire, de les proclamer à nouveau, de les vivre, de les respecter et de les faire



respecter à d'autres.

Comprenez bien que nos missions sont importantes et continues. De nouveaux défis se posent évidemment à nous, jour après jour. Nous n'avons pas encore abordé, par exemple, l'ouverture de l'Union européenne à de nouveaux membres et de nouveaux candidats. De nouvelles demandes s'exprimeront très bientôt, à l'horizon 2004. Il est évident que cette extension aura aussi des conséquences en termes d'emplois et des implications d'ordre culturel.

Vous connaissez comme moi les réticences de l'Union à accepter la Turquie en son sein. Loin de tout raisonnement xénophobe, je constate simplement les craintes que suscite l'arrivée potentielle de 100 millions d'habitants, qui plus est imprégnés d'une religion qui ne correspond pas à notre culture dominante, dans une Europe de souche romane. Cela étant, si l'on peut dire des autres pays candidats qu'ils possèdent une culture relativement équivalente à la nôtre, ils ne partagent par contre pas forcément toutes ces valeurs auxquelles nous faisons allusion et auxquelles nous souhaitons rester profondément attachés. Je pense par exemple à nos valeurs en matière de protection sociale - des valeurs que nous avons progressivement forgées et acquises dans notre pays - mais aussi à nos conceptions en matière d'éducation. Les unes comme les autres ne sont pas nécessairement partagées partout. Idéalement, nous devrions légiférer sur ces questions, avant même la prochaine extension de l'Union européenne et afin de ne pas subir des bouleversements inopinés liés à diverses pressions économiques.

Cette réalité économique parfois très dure, je n'ai pas l'intention de passer mon temps à la déplorer passivement, mais au contraire d'explorer toutes les voies qui permettent de composer au mieux, dans le respect de tous ces principes sur lesquels nous avons précédemment insisté. Sans regretter aucunement la référence soviétique, je constate que pendant la décennie qui a suivi sa chute, la tendance au "tout économique" n'a plus rencontré ni opposition, ni alternative organisées. A juste titre, Monsieur le Député-

Echevin Robert Meureau relevait tout à l'heure l'émergence de courants, qui ne souhaitaient plus, désormais, accepter comme une fatalité ce qui a pendant un moment été présenté comme la seule voie possible. Certaines des pistes qui s'en dégagent sont certainement dignes d'intérêt, pour autant, c'est évident, qu'elles s'expriment à leur tour dans le respect de ces valeurs déjà citées. Il me semble important de pouvoir tenir compte de tous ces aspects, de toute cette complexité, pour valablement construire notre Europe de demain.

Nous nous rendons bien compte que notre petite Belgique, et a fortiori notre Communauté Wallonie-Bruxelles, notre Wallonie, notre province de Liège ne peuvent pas infléchir à elles seules des pratiques mondialisées qui mériteraient d'être amendées, mais, dans le même temps, il est essentiel que chacun d'entre nous puisse apporter sa pierre. Rappelons-nous qu'historiquement, c'est bel et bien comme cela, en partant de presque rien, que nous avons progressivement construit un monde libre, que nous avons conçu et porté des règles, telles que celles reprises dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour reprendre ce seul exemple. Rappelons-nous que c'est ni plus ni moins le servage qui caractérisait notre condition et que, pour nous en affranchir, nous n'avions a priori aucun moyen. C'est par la seule volonté des uns et des autres qui se sont progressivement regroupés, que nous sommes arrivés à obtenir collectivement le confort et l'aisance qui caractérisent notre société.

Aujourd'hui, nous savons que ce niveau de vie, une fois atteint, est toujours précaire, toujours révoquant, toujours fragile. Il nous appartient à chacune et à chacun de nous en convaincre et, plus essentiellement encore, pour nous qui sommes chargés de l'éducation, d'en convaincre les autres et de leur donner les moyens pour défendre ce bien rare et précieux qu'est la démocratie.

**M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Vice-Président de la Fondation Jean Boets**

Sur notre invitation, nous avons précisé que notre réunion se clôturerait vers 15 heures, échéance que nous avons déjà dépassée. Aussi, comme il m'a semblé que personne ne souhaitait plus prendre la parole, j'aimerais maintenant remercier ceux qui ont préparé et servi notre repas : les étudiants de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Hesbaye et leurs professeurs.

Je voudrais aussi exprimer tout le plaisir que nous avons eu au sein de la Fondation Jean Boets - je salue au passage nos membres ici présents - d'organiser un panel de midi où c'est la première fois, me semble-t-il, que nous avons l'occasion d'accueillir autant de représentants des différents réseaux et surtout des divers types d'enseignement. Votre adhésion massive à notre invitation nous permet d'espérer qu'à l'avenir, nous pourrions encore vous solliciter - bien évidemment en rapport avec des thèmes qui, comme aujourd'hui, intéressent l'ensemble de nos structures d'enseignement et de formation. Grâce à Monsieur le Ministre Pierre Hazette et Monsieur le Député permanent André Gilles, je crois que nous avons eu l'occasion de voir combien l'évolution de cette société interpelle, au risque parfois de nous déconcerter. Je ne le dis certainement pas dans un sens où nous aurions à peindre tout en noir, mais je pense qu'il faut avoir le courage de dire qu'il existe effectivement un certain nombre de problèmes et que ces problèmes, immanquablement, interrogent les jeunes qui sont en face de nous et dont nous avons la responsabilité.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Député permanent, je vous rends à présent la parole.

**M. André GILLES, Député permanent en charge de l'Enseignement, de la Formation, de l'Informatisation et des Centres P.M.S.**

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, je crois que je ne trahirai personne en exprimant au nom de tous à quel point nous avons apprécié un excellent repas, excellemment servi. Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué à notre plaisir gustatif et matériel, en plus du plaisir intellectuel que nous avons eu, pour débattre ensemble de sujets parfois graves, toujours intéressants. Ce n'est certainement pas incompatible, que du contraire, et c'est aussi à vous que nous devons la réussite de ce panel.

**M. Pierre HAZETTE, Ministre de l'Enseignement Secondaire**

Je conclurai par un mot d'esprit, pour exprimer nos remerciements sincères. Nous nous préoccupions de votre avenir pendant que vous vous préoccupiez de notre présent. Vous l'avez remarquablement bien fait : merci.



## LISTE DES PARTICIPANTS

M. Joseph BAILLY, Inspecteur général honoraire, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE

M. Roland BAMPS, Inspecteur, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE

M. Laurent BEAUJEAN, Membre effectif, FONDATION JEAN BOETS

M. José BEMELMANS, Chef de Travaux, ECOLE POLYTECHNIQUE DE VERVIERS

Mme Fabienne BOISELLE, Chargée de Relations, Service des Relations Partenariales, FOREM DE HUY

M. Michel CALLUY, Directeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HUY

M. Philibert CAYET, Président, FONDATION JEAN BOETS

M. Justin CHERTON, Inspecteur, ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

Mme Gisèle CHRISTOPHE - TROQUET, Chef de Travaux, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Vincent CICCARELLA, Professeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Maurice COLLINGE, Conseiller Pédagogique Principal, SEDESS - SERVICE DIOCESAIN DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPERIEUR

M. Paul CRESPIEN, Trésorier, FONDATION JEAN BOETS

M. Marcel DANS, Trésorier adjoint, FONDATION JEAN BOETS

M. André DELEUZE, Sous-Directeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Freddy DESIR, Inspecteur, ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

M. Michel DETROZ, Secrétaire, FONDATION JEAN BOETS

Mme Anne-Marie, DONNAY, Directrice, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING

Mme Josiane DUCHATEAU, Préfète des Etudes, ATHENEE DE ANS-ALLEUR

M. Ivan FAGNANT, Directeur général honoraire, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE, Vice-Président, FONDATION JEAN BOETS

M. Etienne FIEVEZ, Directeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE DE HUY-WAREMME

M. Pierre GARNIER, Proviseur, ATHENEE ROYAL DE HUY

M. Félix GERARD, Président, UNION PROFESSIONNELLE DES BOUCHERS-CHARCUTIERS

M. André GILLES, Député permanent en charge de l'Enseignement, de la Formation, de l'Informatisation et des Centres P.M.S.

Mme Michelle GIMENNE - SIMON, Directrice, CENTRE PSYCHO-MEDICO-SOCIAL DE WAREMME

Mme Sabine HAOT, Préfète des Etudes, ATHENEE ROYAL DE HANNUT

M. Pierre HAZETTE, Ministre de l'Enseignement secondaire

M. Eliane HENDERYCKX, Directrice, LYCEE TECHNIQUE PROVINCIAL JEAN BOETS

M. Jean - Louis JACOB, Directeur, ECOLE COMMUNALE WAREMME I

M. Frédéric JACQUET, Attaché de Presse, CABINET DE M. LE MINISTRE PIERRE HAZETTE

Mme Claudine KINET - HAZETTE, Proviseur, ATHENEE ROYAL DE JODOGNE

M. Maurice LECERF, Directeur général, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE

M. Jean - Marie LECLoux, Directeur, INSTITUT NOTRE DAME (WAREMME)

M. Roger LESAGE, Administrateur délégué, INFOREF

Mme Brigitte LINCE, Préfète des Etudes, ATHENEE ROYAL DE MONTEGNEE - GRACE-HOLLOGNE

M. Jean LOOSVELDT, Directeur général adjoint, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE

M. Pierre MARLY, Animateur Conseiller en Communication, FONDATION JEAN BOETS

M. Guy MARTIN, Directeur général, DEPARTEMENT FORMATION DE LA PROVINCE DE LIEGE

M. Jean-Louis MASSART, Attaché de Presse, CABINET DE M. LE DEPUTE PERMANENT A. GILLES

M. Alex MATHIEU, Chef d'Atelier, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Robert MEUREAU, Député-Premier Echevin, VILLE DE WAREMME

Mme Christiane MEUS, Chargée de Relations, Service des Relations partenariales, FOREM DE LIEGE

M. Jean - Marie MOUTON, Directeur, INSTITUT SAINT LAURENT (WAREMME)

Mme Lucette NEVEN, Préfète des Etudes, ATHENEE ROYAL DE VISE

Mme Anne PIROTTE, Directrice, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE VERVIERS

Mme Bernadette RASQUIN, Inspectrice, ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE

Mme Sabine ROMAINVILLE, Directrice, ECOLE COMMUNALE WAREMME II

Mme Danielle RONCHETTI, Préfète des Etudes, ATHENEE ROYAL DE HUY

Mme Françoise ROSOUX, Directrice, COLLEGE SAINT LOUIS ET INSTITUT TECHNIQUE (WAREMME)

M. Francis SAUVAGE, Directeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Robert SERVAIS, Secrétaire communal, VILLE DE WAREMME

M. Jean-Pierre STREEL, Directeur, ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING

M. Francis TIHON, Echevin de l'Instruction Publique, VILLE DE WAREMME

Mme Micheline TOUSSAINT-RICHARDEAU, Première Echevine, VILLE DE HUY

Mme Catherine VAN GYSEGHEM, Responsable de Centre, SIEP DE LIEGE - SERVICE D'INFORMATION SUR LES ETUDES ET LES PROFESSIONS

Mme Christiane VANBROUAENE, Gestionnaire technique, Service des Relations Partenariales, FOREM DE HUY

M. Louis VANDERHOVEN, Chef de Cabinet, CABINET DE M. LE DEPUTE PERMANENT A.GILLES

M. Georges VANNERUM, Professeur, INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE HESBAYE

M. Jean - Paul VERLAINE, Conseiller Formation, AGORIA LIEGE-LUXEMBOURG, Directeur des Programmes et du Marketing, TECHNIFUTUR

Mme Laurette WIJNANDTS, Coordinatrice, COMITE SUBREGIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE HUY - WAREMME

M. Paul WILLEQUET, Directeur, ECOLE POLYTECHNIQUE DE HUY

# **l'a.s.b.l. CENTRE de COOPERATION TECHNIQUE et PEDAGOGIQUE (CE.CO.TE.PE.)**

Un instrument de liaison économie-enseignement

*Créée en 1974 par le Conseil provincial, cette a.s.b.l. a pour objectif de contribuer à la promotion de l'économie en y associant le réseau d'enseignement de la Province de Liège.*

*Par vocation, le Centre de Coopération Technique et Pédagogique est l'instrument privilégié d'une liaison souple et efficace entre le monde économique et l'enseignement.*

## **6 Départements :**

**CIFOC** : Centre d'Innovation et de Formation Continuée

**FORMULTIMEDIA** : Formation par moyens Multimédia

**CEFAP** : Centre de Formation aux Automatismes de Production

**CEFOP** : Centre de Formation Continuée du Paramédical

**HORUS** : Centre de Formation Continue et de Recherche en Sciences de l'Information et Sciences Sociales

**CEFORS** : Centre de Formation et de Recherche Sualém

## **En collaboration avec des partenaires publics et privés,**

nous avons organisé des consultances et formations dans divers secteurs : agriculture, mécanique, construction, informatique, imprimerie, photocomposition, management, communication, pédagogie, auxquels il faut ajouter les domaines spécifiques des départements CEFAP et CEFOP.

## **Que pouvons-nous vous offrir ?**

### **Des formations :**

De l'ouvrier à l'ingénieur industriel, dans pratiquement tous les secteurs professionnels.

Du recyclage ponctuel (quelques jours) à la formation approfondie (plusieurs années).

Notre expérience nous permet de trouver des solutions adaptées à vos problèmes.

### **Des expertises :**

Un expert peut collaborer sur site si nécessaire, à la résolution d'un problème d'infrastructure, d'équipement, de ressources humaines.

### **Des productions de supports multimédia :**

Des supports écrits, audiovisuels ou informatiques peuvent être réalisés et produits pour vos formations.

**a.s.b.l. CE.CO.TE.PE.**

**Centre de Coopération  
Technique et  
Pédagogique**

**Rue du Commerce, 14  
B. 4100 SERAING**

**Tél./Fax :  
32 - (0)4/338 28 30**



# FONDATION JEAN BOETS ASBL

Rue du Commerce, 14  
4100 SERAING

Tél. : 04/330 73 47 - 04/330 74 28

Fax : 04/338 28 30

**Editeur responsable :**

Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean BOETS  
Rue de Montegnée, 144 - 4101 JEMEPPE

---

*Avec le soutien de la Région Wallonne*